



Relations

Pour qui veut une société juste

NUMÉRO 754
février 2012

L'Amérique latine: boussole pour les temps présents

Sur les traces
du virage à gauche
latino-américain

Des initiatives
économiques émancipatrices

La reconquête d'une destinée

La souveraineté dans la rue

L'étincelle écosocialiste



Pour une spiritualité de l'action solidaire

La Palestine: vers un État sans nation?

5,50 \$



ARTISTE INVITÉE:
CLAUDIA BERNAL

ACTUALITÉS	4
HORIZONS	
L'Équipe itinérante en Amazonie	9
Juan Fernando López Pérez, s.j.	
LE CARNET	
DE WAJDI MOUAWAD	
Une expérience identitaire (deuxième partie)	10
HUIT VARIATIONS SUR LE TEMPS	
CHRONIQUE LITTÉRAIRE	
L'instant suffisant	28
Suzanne Jacob	
AILLEURS	
La Palestine: vers un État sans nation?	30
Vincent Romani	
REGARD	
Pour une spiritualité de l'action solidaire	32
Lise Baroni Dansereau et Yvonne Bergeron	
CONTROVERSE	
Le français au Québec: une lutte prioritaire?	36
Michel Rioux	37
Amélie Descheneau-Guay	38
EN BREF	39
MULTIMÉDIAS	40
LIVRES	

Couverture: Claudia Bernal, *Vert moi si est la couleur de l'oubli*, 2010, installation-son-performance à la Maison de la culture Côte-des-Neiges (Montréal): photosérigraphie sur tissu, plâtre, métal, fibres.
Photo: Pierre-Yves Serinet

DOSSIER

L'AMÉRIQUE LATINE : BOUSSOLE POUR LES TEMPS PRÉSENTS

Alors que le néolibéralisme se consolide dans plusieurs pays, à la faveur de la crise, l'Amérique latine se distingue. On y trouve des gouvernements de gauche, on y invente de nouvelles formes de citoyenneté, on reconquiert de diverses façons les leviers nécessaires pour réaliser une plus grande justice sociale. Quel contexte a permis à ces initiatives d'émerger? Quelles difficultés, contradictions et luttes rencontre-t-on? Et surtout, quelle inspiration tirer de ces expériences?

L'Amérique latine : boussole pour les temps présents	11
Catherine Caron	
Sur les traces du virage à gauche latino-américain	13
Pierre Mouterde	
Des initiatives économiques émancipatrices	15
Dorval Brunelle	
Audits de la dette : un exemple à suivre	17
Maria Lucia Fattorelli	
La reconquête d'une destinée	18
Entrevue avec Franck Gaudichaud réalisée par Jean-Claude Ravet	
La souveraineté dans la rue	21
Ricardo Peñafiel	
Imaginaires religieux dans les luttes sociales	22
Marie-Christine Doran	
L'étincelle écosocialiste	24
Luis Martínez Andrade	
La nationalisation du pétrole	24
José Luis Fuentes	

ARTISTE INVITÉE

Diplômée en philologie et en langues de l'Université nationale de Colombie, **Claudia Bernal** a immigré au Québec en 1991. Artiste interdisciplinaire, elle a présenté des expositions et des performances tant collectives qu'individuelles au Québec et dans plusieurs pays. Elle participe à l'exposition collective *J'ai vu le loup, le renard, le lièvre*, présentée à la Maison des arts de Laval jusqu'au 12 février 2012. Elle publiera son « Manifeste sur la performance » dans *la Canadian Theatre Review*, l'été prochain. Consulter <www.claudialbernal.com>.

FONDÉE EN 1941

La revue *Relations* est publiée par le Centre justice et foi, un centre d'analyse sociale progressiste fondé et soutenu par les Jésuites du Québec. Depuis 70 ans, *Relations* œuvre à la promotion d'une société juste et solidaire en prenant parti pour les exclus et les plus démunis. Libre et indépendante, elle pose un regard critique sur les enjeux sociaux, économiques, politiques et religieux de notre époque.

DIRECTRICE
Élisabeth Garant

RÉDACTEUR EN CHEF
Jean-Claude Ravet

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE
Catherine Caron

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
Amélie Descheneau-Guay

TRADUCTION
Catherine Caron, Jean-Claude Ravet

ADJOINT PROMOTION/PUBLICITÉ
Emiliano Arpin-Simonetti

DIRECTION ARTISTIQUE
Mathilde Hébert

ILLUSTRATIONS
Jacques Goldstyn, Marie Surprenant

RÉVISION/CORRECTION
Éric Massé

COMITÉ DE RÉDACTION
Gregory Baum, Gilles Bibeau, Gilles Bourque, Eve-Lyne Couturier, Céline Dubé, Guy Dufresne, Jean-François Filion, Mouloud Idir, Nicole Laurin, Agusti Nicolau, ¹Guy Paiement, Rolande Pinard, Jacques Racine, Louis Rousseau

COLLABORATEURS
André Beauchamp, Jean-Marc Biron, Dominique Boisvert, Marc Chabot, Bernard Émond, Suzanne Jacob, Vivian Labrie, Wajdi Mouawad, Carolyn Sharp, Marco Veilleux

IMPRESSION HLN
sur du papier recyclé contenant 100 % de fibres post-consommation.

DISTRIBUTION LMPI / HDS Canada

Relations est membre de la SODEP <www.sodep.qc.ca>

Les articles de *Relations* sont répertoriés dans *Repère*, *EBSCO* et dans *l'Index de périodiques canadiens*, publication de Info Globe.

ABONNEMENTS Ginette Thibault
8 numéros (un an) : 35 \$ (t. i.)
Deux ans : 65 \$ (taxes incluses)
À l'étranger : 55 \$ Étudiant : 25 \$
Abonnement de soutien : 100 \$ (un an)
TPS : R119003952 TVQ : 1006003784

Dépôt légal, Bibliothèque et Archives nationales du Québec.
ISSN 0034-3781

Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada, par l'entremise du Fonds du Canada pour les périodiques (FCP) pour nos activités d'édition.

Canada

BUREAUX
25, rue Jarry Ouest
Montréal (Québec) H2P 1S6
tél. : 514-387-2541
téléc. : 514-387-0206
relations@cjf.qc.ca
www.revuerelements.qc.ca

Sur le danger du fondamentalisme

Le 22 novembre dernier, un reportage télévisé de Radio-Canada a soulevé, à juste titre, l'indignation. Un imam de Brossard y affirmait d'un air enjoué que l'amputation en cas de vol et la lapidation en cas d'adultère étaient voulues par Dieu: «On ne peut rien y changer, c'est la Loi de Dieu.» Dans une lettre parue dans *Le Devoir* (5 décembre), des professeurs d'université et des militants pour la laïcité demandaient qu'il soit traduit devant les tribunaux pour de tels propos encourageant des pratiques inhumaines et barbares. Peu de temps après, on l'entendait de nouveau au téléjournal se confondre en excuses, ému, la voix tremblotante. On l'avait mal compris. Il respectait la loi canadienne et n'endossait pas ces pratiques. Qu'il respecte la loi, on ne peut en douter, quant à l'autre affirmation, c'est moins sûr. Sa manière de croire l'empêche, de toute évidence,

haineuse. Cela ne signifie pas, pour autant, que la sécularisation soit incompatible avec le religieux, loin de là. Une manière de comprendre et de vivre la foi chrétienne n'y a-t-elle pas grandement contribué, comme l'ont très bien montré Jean-Claude Guillebaud dans *Le principe d'humanité* (Seuil, 2001) et Charles Taylor dans *L'âge séculier* (Boréal, 2011)? On pourrait même dire, pour employer une métaphore religieuse, que la sécularisation est une grâce, en ce sens qu'elle purifie la notion même de Dieu, comme disait Simone Weil, et indique un chemin d'humanité dont les religions ne peuvent s'écarter sans renier leur origine – c'est-à-dire le cœur humain, la parole et l'expérience humaine – et risquer alors de se transformer en une monstruosité, fût-elle sacrée. Elle rappelle qu'au commencement de toute parole, même celle qu'on dit de Dieu, il y a interprétation. C'est le sésame de toute littérature, de tout art, mais aussi de toutes les religions. La beauté, la profondeur, la vérité qu'elles recèlent n'en sont pas pour autant diminuées ou niées. Comment le pourraient-elles, puisqu'elles participent de notre condition humaine, de notre humanité fragile et inquiète, assoiffée de sens, pétrie d'une dimension symbolique et imaginaire aussi essentielle que l'air et le pain?

Or, ce qui caractérise le fondamentalisme, c'est, au contraire, une fermeture du sens. Sa négation en quelque sorte. Un repli dans la certitude, au-delà de la croyance. La recherche d'un pouvoir contrôlant et d'une sécurité rassurante et fantasmée, qui esquive la liberté et la responsabilité à l'égard du monde et court-circuite le jugement critique. Il n'y a devant soi qu'un réel implacable, une évidence sans profondeur, sans interrogation, sans autres possibles. Sans interprétation. La parole n'est qu'un porte-voix d'une Vérité qui impose soumission et obéissance, en deçà de tout ques-

tionnement. Le monde, les choses, les êtres, les pensées, les actions, les paroles, les désirs – tout tend à être instrumentalisé, mis au service d'une idée et de sa logique – une idéologie au sens d'Hannah Arendt. Le fondamentalisme religieux n'est qu'une de ses manifestations. Et dans une société sécularisée, il est plus grotesque que menaçant.

On ne peut en dire autant d'une autre de ses formes: la globalisation capitaliste dont la logique mortifère se déploie tous azimuts aujourd'hui dans toute sa puissance. Banquiers, financiers, technocrates, politiciens gestionnaires, pdg, militaires, journalistes des grands médias y participent et s'y soumettent, sans état d'âme. Pliant la réalité et toutes les dimensions de l'existence individuelle et collective à son diktat. La souffrance, l'exclusion, la misère, la famine, la déshumanisation et la destruction de la nature n'ont guère de poids dans la balance du profit.

C'est dans cette froide logique instrumentale et comptable, présidant à l'aplatissement et à la marchandisation du monde, que réside le véritable danger. S'il faut dénoncer les fondamentalistes quand ils rabaisent l'humain dans l'espace public, n'en prenons surtout pas prétexte pour dénigrer toute religion – et dans ce cas précis l'islam. Comme l'art, l'imaginaire, la poésie, la littérature, la religion explore les profondeurs de l'existence humaine et traduit ses angoisses, ses soifs, ses aspirations, ses espoirs. C'est une solidarité entre croyants et non-croyants – ou autrement croyants – qu'il faut plutôt tisser dans la résistance à cette déferlante emportant avec elle toute aspérité et quête symboliques et existentielles, ne laissant en lieu et place que vide et insignifiance.

JEAN-CLAUDE RAVET



Claudia Bernal, *C'est ici le Paradis? IV*, 2004, eau-forte, aquatinte, pointe-sèche

de prendre une distance critique par rapport à la lettre du Coran.

On voit ici tous les bienfaits de la sécularisation. Il n'y a pas de parole de Dieu qui tienne si elle s'écarte du respect de la dignité humaine et du respect des droits fondamentaux. Elle peut être jugée et condamnée comme toute parole dégradante, humiliante,



Accord Canada-Union européenne : un secret inacceptable

À la suite de l'audition de Pierre-Marc Johnson par la Commission des Institutions, le 8 décembre dernier, l'année commence sous le signe de l'urgence de briser le secret concernant cet accord.

CATHERINE CARON

L'auteure est rédactrice en chef adjointe à *Relations*

Le cheval de Troie de l'AÉCG devant le Parlement. Photo : courtoisie SCFP/ Annie Thériault-Roussel

Le 8 décembre dernier, le négociateur en chef pour le Québec de l'Accord économique et commercial global (AÉCG) entre le Canada et l'Union européenne (UE), Pierre-Marc Johnson, était interrogé par la Commission des Institutions à Québec. Le fait qu'il s'agisse de sa deuxième audience en un an n'a pas empêché des élus libéraux de le remercier avec flagornerie de son temps précieux, de ce total de six petites heures accordées

aux parlementaires, alors qu'il a facturé plus de 1 million de dollars au gouvernement du Québec. Sa présence était donc la moindre des choses, concernant un accord qui, après *neuf* cycles de négociations menés dans le secret, comporte des enjeux d'une importance jamais vue pour le Québec¹.

Près de 200 manifestants rassemblés par le Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC), des représentants de la FIQ, de la CSN, du SFPQ, du SPGQ, du SCFP, des Amis de la Terre, d'ATTAC-Québec et du mouvement Occupons, entre autres, ont accueilli M. Johnson devant le Parlement avec un impressionnant cheval de bois. Celui-ci symbolisait le cheval de Troie de l'AÉCG et ses dangers pour nos réglementations, nos services publics, notre secteur culturel, le prix des médicaments génériques et notre capacité d'utiliser les marchés publics comme outil de développement local, entre autres. Les médias, pourtant sur place, ont étrangement sacrifié les images de cette contestation qui avait du panache. Les députés indépendants Louise Beaudoin, Pierre Curzi, Amir Khadir, Lisette Lapointe et Jean-Martin Aussant ont aussi fait une sortie publique, de même que le Parti québécois. Tous exigent la transparence, les textes de l'AÉCG et un vaste débat public, sachant à l'avance qu'une telle Commission ne permet pas d'aller au fond des choses, d'éclaircir les demi-vérités et les non-dits.

De fait, M. Johnson a manifesté sa foi aveugle dans les bienfaits du capitalisme et du libre-échange, mais on n'a rien su des offres faites par Québec en matière d'ouverture des marchés publics aux entreprises européennes – l'enjeu principal de ces négociations. Les contrats publics d'Hydro-Québec «seraient» exclus mais Jean Charest affirmait, cinq jours plus tard, sa volonté de les ouvrir. Il est clair qu'à partir de certains seuils d'investissement, de nombreux contrats publics ouverts au privé devront *obligatoirement* l'être aussi aux compagnies européennes. Ils seront régis par des règles strictes risquant d'empêcher de favoriser des entreprises locales et de mener des politiques jugées discriminatoires ou trop contraignantes (achat local, mesures environnementales, etc.). Fait étonnant, le fort risque que l'AÉCG permette aussi aux entreprises de poursuivre les gouvernements n'a pas suscité de questions.

M. Johnson n'a rien dit du fait que *tous* les secteurs de services dans de nombreux domaines sont sur la table, *sauf* ce qui est exclu par les provinces. Cette pratique de négociation proposée par les Canadiens n'est pas la norme et est très risquée. Qu'est-ce qui garantit à la population que tout ce qui doit être exclu l'est bel et bien? Qui en décide et selon quels mécanismes démocratiques? M. Johnson dit avoir consulté la société civile, opinion que ne partage pas la majorité des syndicats et groupes sociaux du Québec. Il a été incapable

1. Lire Scott Sinclair, «Libre-échange avec l'Europe : à quel prix?», *Relations*, n° 743, septembre 2010.



de dire ce qui n'est pas négociable et d'offrir des garanties, même s'il a confirmé des positions de principe concernant la volonté de protéger la culture et le système de gestion de l'offre en agriculture. « Il y a aussi la possibilité d'utiliser des réserves », certes, mais on en ignore le détail et qui en décide. Jusqu'à preuve du contraire, les services publics – qu'il s'agisse de ceux de l'eau,

de la poste, de l'éducation, de la santé, de la culture ou encore de ceux liés à l'économie sociale – ne semblent pas protégés pleinement.

Cela est grave, mais ce qui l'est encore plus, c'est qu'en vertu du principe de la nation la plus favorisée dans l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), les privilèges concédés aux pays de l'Union européenne dans ces négociations pourront être

exigés des Américains et des Mexicains. À l'inverse, le Canada demande à l'UE la réciproque. Cela, M. Johnson l'a confirmé, ce qui décuple la portée de l'AÉCG et, par conséquent, l'urgence de forcer les gouvernements fédéral et provincial à rendre publics tous les textes et à donner voix au chapitre à la population. ●

Big Harper

Des pouvoirs sans précédent en matière de surveillance des communications rappellent la figure de *Big Brother* du roman 1984 de George Orwell.

DOMINIQUE PESCHARD

« Chacun a droit à la protection contre les fouilles, les perquisitions ou les saisies abusives. »

Charte canadienne des droits et libertés (article 8)

Le 18 juin 2009, le gouvernement déposait les projets de loi C-46 – *Loi sur les pouvoirs d'enquête au 21^e siècle* et C-47 – *Loi sur l'assistance au contrôle d'application des lois au 21^e siècle*. La prorogation du Parlement empêcha leur adoption. En novembre 2010, le gouvernement revenait à la charge avec les mêmes projets de loi (alors C-51 et C-52). Ceux-ci n'avaient pas dépassé l'étape de la première lecture lorsque le gouvernement minoritaire fut renversé. Or, maintenant qu'il est majoritaire, le gouvernement Harper a annoncé son intention de les faire adopter. On peut donc s'attendre à ce qu'ils soient déposés à nouveau dans un proche avenir.

Ces projets de loi sont présentés comme une adaptation nécessaire des pouvoirs d'enquête aux nouvelles technologies des communications. Or, il n'y a pas de commune mesure entre l'information transmise lors d'une conversation téléphonique et celle qui circule électroniquement. Les milliers de faits et gestes qui constituent la vie de chacun pourraient devenir l'objet d'examens policiers: les sites électroniques visités, le courrier électronique reçu ou envoyé, l'utilisation de la carte de crédit, les achats de toute nature, les sorties, les déplacements... et la liste pourrait évidemment s'allonger. De plus, les communications modernes laissent dans les mémoires des ordinateurs des traces qui peuvent être suivies longtemps après les faits.

Ces lois créeraient l'obligation pour les fournisseurs de services de communication de se doter de moyens pour préserver les données de transmission, intercepter les communications et préserver leur contenu afin de les rendre

disponibles aux autorités. Il faut souligner l'étendue très vaste des données soumises à ces nouveaux pouvoirs d'enquête. En effet, ces projets de loi visent toute donnée qui peut être traitée par un ordinateur, c'est-à-dire toute donnée numérisée, et donc les objets et biens qui transmettent des informations sous forme numérique, comme les GPS et les puces d'identification par radiofréquence (RFID). Les possibilités de surveillance sont quasi illimitées.

Bien que ces lois permettraient une intrusion dans la vie privée sans commune mesure avec l'écoute téléphonique, le contrôle judiciaire auquel seront astreintes les autorités est beaucoup moindre. En effet, dans le cas de l'écoute téléphonique, l'atteinte à la vie privée est jugée si grave que le policier doit démontrer à un juge de la Cour supérieure que d'autres moyens, moins intrusifs, étaient insuffisants ou irréalisables.

Mais si ces lois sont adoptées, les autorités pourront, *sans mandat judi-*



Jacques Goldstyn

L'auteur est président de la Ligue des droits et libertés



L'auteur, jésuite, est membre du comité Justice, paix et intégrité de la création de la Conférence religieuse canadienne

ciaire, obtenir vos données d'abonné, bien que la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques* reconnaisse que ces renseignements sont de nature privée. Un agent pourra, *sur la base du soupçon et sans mandat judiciaire*, demander à un fournisseur de services de conserver le contenu de toutes vos communications. C'est comme si on demandait à Postes Canada de photocopier toutes vos lettres... au cas où! De plus, un agent pourra obtenir, *avec un mandat obtenu sur la base du simple soupçon* (c'est-à-dire sans avoir à montrer que l'information à la base du soupçon est fiable), que le fournisseur de services remette la liste de toutes les personnes avec qui vous avez communiqué et de tous les sites Internet que vous avez visités. Enfin, le contenu de vos communications pourra être intercepté *avec un mandat obtenu sur la base du motif raisonnable de croire*, fondé sur des renseignements suffisamment fiables, mais moins exigeant que celui nécessaire pour l'écoute téléphonique.

Le gouvernement Harper n'a aucunement montré que les pouvoirs d'enquête existants étaient insuffisants. Nous devons refuser ces projets de loi dignes d'un État policier. Un vaste mouvement d'opposition à ces lois est actuellement en train de se bâtir au Québec et au Canada, incitant à signer une pétition au <www.openmedia.ca/fr/arretezlespionnage>. ●

Pour une forêt au service des communautés

La nouvelle politique sur les forêts de proximité, attendue au printemps 2012, doit privilégier un modèle de développement solidaire, local et démocratique.

BERNARD HUDON, S.J.

La nouvelle loi québécoise sur les forêts, intitulée *Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier*, sanctionnée en avril 2010, a ouvert la porte aux «forêts de proximité», qui reprennent la formule des «forêts habitées». Ces forêts publiques, situées à l'intérieur des limites de certaines municipalités, pourront être gérées localement et devraient servir d'outil de développement local par l'aménagement, la récréation, le tourisme et la conservation. Le ministère des Ressources naturelles et de la Faune prévoit que les premières forêts de proximité verront le jour en avril 2013.

Rappelons d'abord qu'au Québec, la forêt «publique» appartient à l'État, qui peut octroyer des droits de coupe aux entreprises privées, notamment américaines. La forêt «privée» est celle qui appartient aux particuliers. Les concepts de «forêts habitées» et, plus récemment, de «forêts de proximité» tirent leurs origines des Opérations Dignité menées par l'Église diocésaine de Rimouski au début des années 1970 (voir R. Beaudry, «Le Forum social du Bas-Saint-Laurent», *Relations*, n° 753, décembre 2011). Ces luttes visaient à contester la fermeture de nombreuses paroisses rurales par le Bureau d'aménagement de l'Est du Québec. Les populations des villages forestiers en avaient assez de l'exploitation abusive des forêts par les grandes entreprises, de n'avoir aucun mot à dire sur la gestion de leurs forêts avoisinantes et de

voir les camions chargés de bois quitter sans retombées économiques locales. Cette situation prévaut toujours dans plusieurs régions du Québec, notamment au Bas-Saint-Laurent, en Gaspésie, en Abitibi et dans le Sud du Québec.

Le long débat sur les forêts de proximité oppose des visions différentes des modèles de développement et des styles de gestion. Dans le cadre d'une consultation publique gouvernementale, qui s'est tenue du 6 septembre au 11 novembre dernier, le comité québécois Justice, paix et intégrité de la création de la Conférence religieuse canadienne¹ a pu partager sa vision de la gestion forestière en déposant un mémoire. Il s'agissait de répondre au document préparé par le ministère des Ressources naturelles et de la Faune, qui souhaitait prendre le pouls des grandes orientations possibles en foresterie québécoise.

Dans ce mémoire, le comité prône un modèle de développement solidaire, local et démocratique, et non seulement économique. Selon nous, les futures forêts de proximité doivent être conçues selon une approche territoriale et patrimoniale qui s'oppose à l'approche sectorielle classique privilégiée par la fonction publique. Cette

1. La Conférence religieuse canadienne est membre de la Table nationale sur les forêts, un lieu de consultation ministérielle regroupant une trentaine d'organisations. Elle intervient dans le secteur forestier québécois depuis 1999, alors qu'elle avait appuyé le documentaire *L'Erreur boréale* de Richard Desjardins.



dernière approche consiste à traiter chacun des secteurs économiques indépendamment l'un de l'autre. Elle postule, par exemple, que la bonne performance économique du secteur forestier est garante de la vitalité des régions forestières. L'approche territoriale, plus présente à l'échelle municipale au Québec, consiste quant à elle à analyser, pour chacun des territoires, le plus grand nombre de facteurs présents ainsi que leurs interactions. Elle soutient ainsi qu'il faut concevoir et évaluer les projets de forêts de proximité selon des critères sociaux: dynamisme social; création d'emplois locaux, de coopératives et d'organismes bénévoles; participation du public; retombées économiques locales, etc. Certes, ces critères figurent dans le document de consultation du gouvernement, mais ils sont placés dans une liste incluant des critères plus économiques. Le choix d'opter pleinement pour un développement local intégré représenterait donc une certaine «conversion», car le ministère des Ressources naturelles et de la Faune a d'abord une vocation économique, malheureusement. Le nouveau ministre, Clément Gignac, est d'ailleurs un économiste ayant surtout œuvré dans le monde bancaire.

On voit bien que le débat sur la gestion forestière est un conflit de systèmes de valeurs. Dans le même sens, Luc Bouthillier, Hugues Dionne et d'autres soutiennent dans un rapport

remis au Service canadien des forêts (1995) que «paradoxalement, la question de la "forêt habitée" n'est pas d'abord une question forestière! [...] Elle prend tout son sens en autant que les enjeux territoriaux du développement des régions rurales périphériques soient posés. Il devient alors possible de traiter de l'importance d'*habiter* un territoire, en l'occurrence un territoire forestier» (p. 17).

La politique est attendue pour le printemps 2012. Espérons que le ministre Gignac sera prompt à mettre en place de nombreuses forêts de proximité conçues comme des outils de développement local, bénéficiant d'abord aux populations – et non aux intérêts privés. ●

Claudia Bernal,
Comme l'eau et le vent, 2006, eau-forte, aquarelle, pointe sèche

Élections en République démocratique du Congo

La lutte contre la corruption et le pillage des ressources ne semble pas avoir trouvé une issue politique dans les récentes élections.

MOULOUD IDIR

Le 28 novembre dernier ont eu lieu les élections présidentielles et législatives en République démocratique du Congo (RDC). Ce rendez-vous électoral est le deuxième dans l'histoire de ce géant africain, indépen-

dant depuis 1960. Près de 32 millions d'électeurs étaient attendus pour ce scrutin dans quelque 64 000 bureaux de vote. L'Église catholique a joué un rôle important lors de ces élections. La Conférence épiscopale nationale du Congo a mis sur pied, de concert avec des organismes d'autres confessions

L'auteur, responsable du secteur Vivre ensemble du Centre justice et foi, faisait partie d'une mission d'observation organisée par Développement et Paix durant les élections congolaises



religieuses et le Centre Carter (ONG étasunienne), une mission d'observation réunissant 30 000 participants. La Conférence des évêques catholiques du Canada a ainsi répondu à l'appel de sa consœur congolaise en demandant à Développement et Paix d'organiser une délégation composée de cinq personnes, dont j'étais au nom du Centre justice et foi.

Finalement, après plusieurs jours de retard, la Commission électorale nationale indépendante (CÉNI) a annoncé la victoire de Joseph Kabila avec 48,95 % des voix. Une telle manœuvre est possible parce que la majorité présidentielle au pouvoir à Kinshasa a voté, au début de 2011, une modification de la Constitution et de la *Loi électorale* permettant d'être élu à la majorité simple à un tour. Son opposant, Étienne Tshisekedi, qui a obtenu 32,33 % des voix, a pour sa part rejeté ce verdict et s'est autoproclamé président élu de la RDC.

Le Centre Carter et la mission d'observation de l'Union européenne, s'ils ont relevé des anomalies et de nombreuses irrégularités entourant ce scrutin, refusent de se prononcer quant à savoir s'il y a eu des fraudes à grande échelle ou des dysfonctionnements. Il en va de même de l'Église catholique qui a déclaré les élections «crédibles» tout en déplorant «les irrégularités, les

violences et les tentatives de fraude», sans donner de plus amples précisions et en appelant surtout tous les acteurs politiques à éviter la violence et à accepter le verdict des urnes. Le cardinal Laurent Monsengwo, archevêque de Kinshasa, a quant à lui déclaré sur les ondes de Radio Okapi, le 12 décembre dernier, que «les résultats annoncés par la CÉNI ne sont pas conformes à la vérité ni à la justice».

Dans ce contexte, les grandes puissances semblent embarrassées : les communiqués officiels des différentes chancelleries rechignent à donner un satisfecit au président Joseph Kabila.

Sur place, la volonté de la population congolaise de prendre son avenir en main de façon souveraine pour en finir avec la corruption et la braderie des ressources naturelles était manifeste. La longue lutte de la société congolaise pour la démocratie et une plus grande justice ne date pas d'aujourd'hui. Elle remonte au début des années 1990 avec notamment l'épisode des Conférences nationales souveraines qui ont émergé en Afrique. Mais les grandes puissances avaient d'autres plans pour la RDC : il fallait trouver un remplaçant durable à Mobutu pour continuer de piller le pays en toute quiétude.

Un article de Jooneed Khan (*Relations*, août 2009) rappelle que la responsabilité première de ce pillage silencieux et éhonté incombe à l'État

congolais lui-même, faible et corrompu. Dès le début des années 1990, la carte politique interne a été redéfinie au profit des multinationales des États anglo-saxons, qui ont comme supplétifs des États régionaux. Ainsi, d'importantes concessions minières sont cédées à rabais à des multinationales des États-Unis, du Canada et de l'Europe, sur fond de privatisation de la guerre.

C'est l'avenir de l'Afrique qui se dessine en RDC. Des analyses relèvent qu'au moment où l'Empire déploie l'Africom¹, pousse le Kenya à guerroyer en Somalie et s'emploie à détourner le Printemps arabe en sa faveur en jouant la carte islamiste, les Congolais renouent avec la ferveur démocratique de la Conférence nationale souveraine d'il y a vingt ans. Ce pays, qui dispose d'importantes ressources minières, a aussi un énorme potentiel agricole et hydraulique qui pourrait nourrir et électrifier tout le continent – d'où son surnom de «Brésil africain». Mais il faut d'abord que les Congolais reprennent le contrôle de leur pays et construisent un État fort qui mette les ressources nationales au service du développement (Jooneed Khan, *Mauritius Times*, 2 décembre 2011). ●

1. Voir Mouloud Idir, «L'Afrique dans la mire des États-Unis», *Relations*, juin 2007.

Fatigué d'entendre toujours le même discours économique ?

Les gaz de schiste vont enrichir la collectivité! – André Caillé

Plus de privé en santé! – Claude Castonguay

Le Québec est dans le rouge! – Réseau TVA

Il faut travailler plus! – Lucien Bouchard

Depuis 2000, l'IRIS travaille à démonter les mythes véhiculés par le droite. Pour continuer son travail et se faire entendre davantage, l'IRIS a besoin de vous.

Devenez membre de l'IRIS en téléchargeant le formulaire ici : www.iris-recherche.qc.ca/devenir_membre ou en nous appelant au 514.789.2409

IRIS

Institut de recherche et d'informations socio-économiques

THIS NOTE IS LEGAL TENDER

CE BILLET A COURS LEGAL

OTTAWA
1988



L'Équipe itinérante en Amazonie

JUAN FERNANDO LÓPEZ PÉREZ, S.J.

Jeune jésuite espagnol, j'arrivais au Paraguay en 1985 pour travailler au noviciat. Treize jésuites «subversifs» venaient d'être expulsés du pays. C'était pendant la dictature de Stroessner. Le Paraguay était devenu, au fil des années, mon pays d'adoption. Mais en 1999, le père Claudio Perani, premier supérieur de la région amazonienne brésilienne, m'invita à rejoindre l'Équipe itinérante récemment créée, qui couvrait une région de 7,5 millions de km² de forêts vierges et de rivières d'Amazonie. Ce départ pour un projet radicalement nouveau m'angoissait. Mais en même temps, je sentais l'appel du Seigneur à me lancer dépouillé et confiant au cœur des intempéries, sans l'appui des structures fortes dans lesquelles nous, jésuites, avons tant l'habitude de travailler et pour lesquelles, en général, nous sommes formés.

Je peux dire maintenant qu'au cours de ces 26 années passées en Amérique latine, l'Équipe itinérante en Amazonie est l'une des expériences les plus fortes qu'il m'ait été donné de vivre.

C'est Claudio Perani, maintenant décédé, qui a eu l'intuition de ce projet s'enracinant dans le contexte des grands projets économiques hydro-électriques et forestiers, qui menacent l'Amazonie et la vie de ses peuples. «Allez par l'Amazonie et écoutez ce que le peuple a à dire. Ne vous préoccupez pas des résultats, l'Esprit montrera le chemin. Courage!» Dans une lettre qu'il nous a adressée après sa visite en septembre 2008, Adolfo Nicolas, le Père général des jésuites, souligne bien l'enjeu de la mission: «La préservation de l'Amazonie est une bataille que l'humanité ne peut perdre et la Compagnie de Jésus se doit de continuer à lutter pour cette cause.»

L'Équipe itinérante se veut au service des églises, des organisations laïques, des communautés riveraines, métisses et indigènes d'Amazonie qui œuvrent à la construction d'une société juste, fraternelle et solidaire. L'objectif est d'écouter, d'encourager et d'appuyer les initiatives dans ce coin du monde menacé et difficile d'accès, aux frontières géographiques et symboliques les plus reculées. Le projet vise aussi, en témoignant des valeurs évangéliques, à humaniser les milieux violents, injustes et oppresseurs qui

Le projet vise, en témoignant des valeurs évangéliques, à humaniser les milieux violents, injustes et oppresseurs qui menacent et méprisent la vie humaine, les cultures et la nature.

menacent et méprisent la vie humaine, les cultures et la nature. L'Équipe itinérante a opté pour une structure souple afin de s'investir totalement dans la tâche de servir et de semer la vie et l'espoir, contre toute espérance!

Le projet a commencé modestement en 1998. Deux jésuites étaient présents dans des communautés riveraines d'Amazonie et des quartiers de la périphérie de Manaus, au cœur de l'Amazonie brésilienne. Puis, le projet s'est vite élargi aux peuples indigènes. À partir de 2000, des membres d'autres communautés religieuses se sont joints à l'équipe jésuite, qui comprend désormais des hommes et des femmes, des religieux et des laïques.

Depuis treize ans, plus de 130 personnes de quelque 50 institutions, congrégations et organisations différentes ont sillonné les rivières et la selva. L'Équipe a sa base à Manaus, dans un quartier de la ville constitué de maisons sur pilotis. Actuellement, elle est composée de neuf personnes et divisée en trois cellules: une à Manaus,

une autre à Tabatinga sur la rivière Solimões, à la frontière brésilienne avec le Pérou et la Colombie, et la troisième à Boa Vista, sur le Rio Branco, à la frontière avec le Venezuela et la Guyane. Deux autres cellules seront prochainement créées: une à la frontière avec le Pérou et la Bolivie, et une autre à la frontière avec le Surinam et la Guyane française.

L'Équipe trouve son inspiration dans la figure de Jésus itinérant, marchant dans les villages éloignés de la Palestine, emportant avec lui peu de choses et entraînant ses disciples à passer sur l'autre rive en pleine tempête. À l'image d'une Église mobile et pèlerine, elle témoigne de l'Évangile dans les différents lieux de la vie quotidienne des gens. Ignace de Loyola, le fondateur de la Compagnie de Jésus – le pèlerin comme il aimait s'appeler – est une autre source d'inspiration de l'Équipe. Ses premiers compagnons et lui se voyaient comme une «cavalerie légère», prêts à courir en toute agilité là où ils se sentaient nécessaires, fût-ce dans les coins les plus reculés du monde. C'est d'ailleurs ce qui a inspiré les premiers jésuites en Amazonie, qui voyageaient de peuplade en peuplade, accompagnant les peuples indigènes dans leurs communautés, apprenant leur langue, partageant leur vie et leur culture.

Le document des évêques d'Amazonie brésilienne, dont le titre fait écho à l'Évangile de Jean (1,14), *L'Église se fait chair et dresse sa tente en Amazonie* (1997), nous a aussi beaucoup interpellés. Il nous invite à être une Église plus incarnée, aux structures légères, comme des tentes et des campements provisoires. Une Église toujours en chemin, pèlerine. ●

L'auteur, jésuite, est membre de l'Équipe itinérante en Amazonie depuis 1999



UNE EXPÉRIENCE IDENTITAIRE (DEUXIÈME PARTIE)

Deux chocs, survenus lors des premiers mois de mon arrivée, ont déterminé la manière avec laquelle j'allais appréhender mon rapport avec le Québec. Dès mon entrée à la polyvalente, j'avais éprouvé une nostalgie effroyable en pensant à mes camarades du lycée Buffon, à Paris. Tout me manquait. Ce que l'enfant avait réussi, avec une sorte de résilience stupéfiante, entre Beyrouth et Paris, l'adolescent âgé de 14 ans ne pouvait plus l'espérer entre Paris et Montréal, tant était grande l'envie de retrouver les paysages qui lui avaient permis de se façonner une liberté. Montréal n'était en rien concernée. Cette nostalgie, je l'aurais éprouvée dans n'importe quel pays du monde.

Ma sensation d'arrachement m'empêchait de fixer le présent. On croit que l'on va s'habituer sans prendre garde aux chocs, ni à leurs conséquences. Le premier choc eut lieu un matin de novembre. Avant de partir à l'école, je constate qu'il fait un temps radieux: ciel cristallin, bleu outremer et soleil dominant. Je mets un short, un t-shirt, des baskets et je sors. Une sensation de gel et de nudité me traverse comme jamais je n'en avais encore éprouvée. Ma tante, chez qui nous habitons, me hurle: «Qu'est-ce qui te prend? Il fait -15!». Je suis rentré abasourdi. Je ne pouvais pas comprendre qu'il puisse faire si froid lorsque le ciel est si bleu.

Le second choc eut lieu quelques jours plus tard à la polyvalente lorsque, pour la première fois, après une bataille, on m'a traité d'«osti d'intellectuel français à lunettes, on va te dévisser la tête pis on va te chier dans le corps!» J'en suis resté sans voix! Non pas à

cause de la beauté de l'insulte, mais pour la manière dont j'étais perçu par mes nouveaux camarades. Ainsi donc, il a suffi de quelques jours et d'un décalage horaire de six heures pour passer, sans n'avoir rien fait, du Libanais pilier de rugby avec un accent arabe à l'intellectuel à l'accent français. Le principe des portes tournantes ne faisait que s'accroître, rajoutant une étape supplémentaire sur une ligne légèrement décalée, puisque à présent, il me fallait composer entre la maison en arabe et le Français que j'étais devenu, puis entre le Français que j'étais devenu et le Québécois qu'il me fallait devenir si je voulais survivre.

La survie n'est pas venue de l'endroit escompté. Le sport, dans lequel j'avais placé mes espoirs, fut un échec retentissant. Le rugby et le foot étaient, en 1983, pour des ados post-pubères en 4^e année du secondaire, considérés comme «des sports de fifs». Le reste était hors de ma portée. Je ne savais pas patiner et, de plus, je découvrais combien la plupart des sports d'équipe canadiens étaient des sports «matelasés», qui exigent un équipement pour se protéger des coups. Au hockey, au ski ou au football américain, il faut s'habiller pour aller jouer. Au Liban, ou encore en Europe, j'avais été habitué à une seule réalité: qu'importe le sport, il suffit de changer son pantalon pour un short, histoire d'être simplement plus à l'aise pour sauter dans le jeu.

Naturellement, comme si j'avais accepté le rôle qu'on m'avait assigné, je me suis tourné vers d'autres sources d'évasion: lecture et peinture. Et c'est là que s'est amorcée la mutation qui allait m'apprendre quel Québécois j'allais être.

Je ne lisais que des auteurs québécois, je ne m'intéressais qu'aux auteurs québécois, je ne me reconnaissais que dans les auteurs québécois. Marie-Claire Blais et les peintres de la période

automatiste ont été les seuls grâce à qui j'ai réussi, à 14 ans, à entrouvrir une fenêtre d'identification. C'est-à-dire un point de vue sur le monde que j'avais envie d'«épouser».

Les trois années de ma vie de camelot pour *La Presse* et le *Journal de Montréal* ont été une autre expérience d'association à la culture québécoise. Chaque jour, entre 5h et 7h du matin, je faisais le tour de mon quartier, walkman sur les oreilles, hurlant du Renaud, du Reggiani et du Ogeret. Les jours de collecte étaient des moments de rencontre avec d'autres immigrants – chinois, vietnamiens, libanais, kurdes, turcs, etc. –, qui m'ont appris à relativiser ma propre situation.

Ainsi, grâce à la lecture et à la distribution de journaux, j'ai été jeté dans cette «nouvelle sensation d'être», que l'on nomme l'identité, quand on se sent devenir autre, mutant ou potage tant on est passé au mixeur des différences. Toute cette période suivait de près la défaite du premier référendum dont personne ne m'avait parlé. Aujourd'hui, je dirais que, sans le savoir, je traversais de manière intime un deuil semblable à celui de la société québécoise. Cette coïncidence du sentiment de la perte, qui s'est faite dans le silence et la honte, va façonner mon amour et mon appartenance à cette même société qui, pour l'instant de ces premières années, n'était pour moi que l'espace de l'exil et du chagrin.

(LA SUITE AU PROCHAIN NUMÉRO)

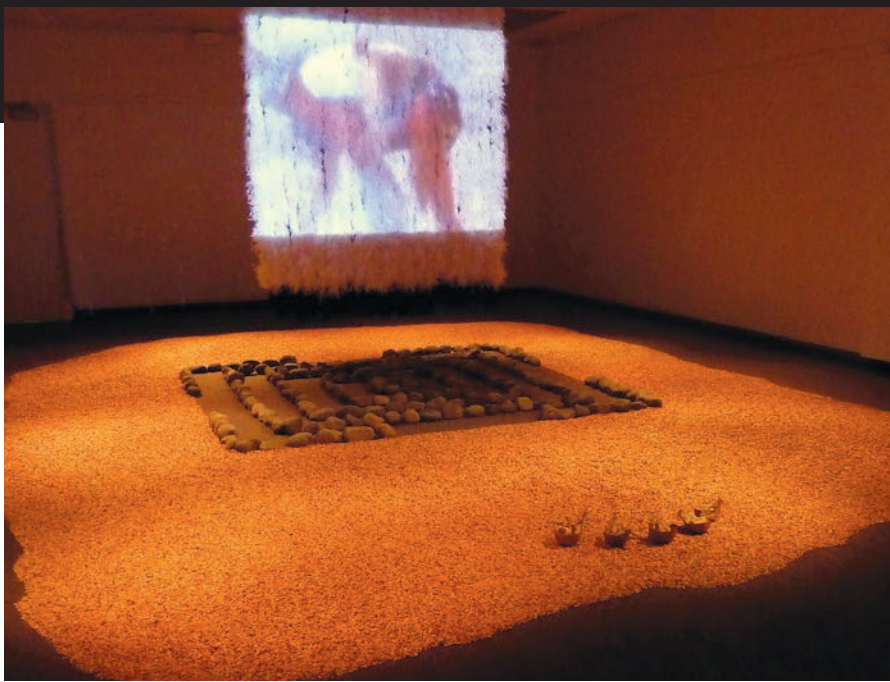
L'Amérique latine : boussole pour les temps présents

CATHERINE CARON

Le Nord est ébranlé. L'ordre injuste du monde est entré dans une nouvelle valse qui fait perdre pied à de plus en plus de gens. Ici comme ailleurs, les Indignés l'ont signifié avec courage et originalité, se joignant à la multitude de groupes et de citoyens qui le disent ces dernières années: on enrichit une minorité et on sauve les banques en perdant les peuples.

L'indignation n'est certes pas à son comble lorsque passe pour sensée cette idée: «Parachuter des dirigeants non élus pour faire le sale boulot était sans doute la seule solution dans le contexte politique qui prévaut actuellement en Italie» (Ariane Krol, *La Presse*, 14 novembre). Plusieurs leaders d'opinion la partagent et ne conçoivent même pas que leur devoir serait de s'insurger devant ce qui s'apparente à un putsch de technocrates (non élus) de la finance se produisant au cœur même de l'Europe.

Le Nord est ébranlé, regardons au Sud, du côté des pays d'Amérique latine – Bolivie, Équateur, Venezuela, Brésil, Argentine, etc. – qui ont basculé à gauche, ou à tout le moins au centre-gauche. Ils ont traversé tout ça: crises économiques, crises de la dette, mainmise des institutions financières internationales, affaiblissement de l'État et privatisation de presque tout, spéculations, fuites de capitaux, désillusions, aggravations des inégalités et des injustices, etc.



Claudia Bernal, *Chamanika Urbana*, 2006, installation-vidéo-performance au Centre de créativité du Gesù (Montréal): plumes, calebasses, maïs, tissus, laine, pierres, projection vidéo. Photo: Pierre-Yves Serinet

Leurs populations se sont révoltées, des mouvements sociaux impressionnants ont fait tomber des gouvernements et porté au pouvoir des partis de gauche, incluant l'élection historique d'Evo Morales, premier président bolivien d'origine amérindienne. Ces pays paraissent en quelque sorte dans le début d'un autrement, dans l'après. Comment ne pas y voir une captivante boussole pour les temps présents?

Certes, il ne s'agit pas de prétendre que cette région incarne un éden alternatif porteur de tous les espoirs. Si les auteurs de ce dossier présentent bien l'originalité et la complexité d'initiatives tentées dans ces pays, ils n'en masquent pas les failles et les écueils. Parmi ceux-ci, le fait que la globalisation poursuive sa charge sauvage, rien n'étant fait pour changer son principe moteur: la liberté de circuler des capitaux, soit la liberté d'investir et de conquérir en prédateur de nouvelles terres et ressources. C'est en outrepassant des limites jusque-là infranchies que cette globalisation continue de soulever l'ire des

« Je ne sais pas ce qui va se passer. Et ça ne m'importe pas tellement de savoir ce qui va se passer. Ce qui m'importe, c'est ce qui est en train de se passer. Ce qui m'importe, c'est le temps qui est, et ce temps qui est s'ouvre sur d'autres possibles qui seront, mais on ne sait pas ce qu'ils seront. »

EDUARDO GALEANO, AUX INDIGNÉS DE BARCELONE,
MAI 2011

populations locales indigènes et paysannes – au cœur de mobilisations historiques – qui perdent la possibilité de vivre, et de bien vivre, là où elles ont leurs racines, leur histoire, leurs traditions.

Ainsi, rares sont les changements qui se produisent sans le désespoir, le sens moral, la dignité et le courage de tous ceux et toutes celles qui finissent toujours par devoir bloquer des routes à répétition, occuper des terres, paralyser la vie économique, entamer de longues marches, subir la violence de la répression, pour se faire entendre et exiger la justice. Comme le dit tristement le personnage du leader de la lutte indigène et populaire contre la privatisation de l'eau à Cochabamba, en Bolivie, dans le film *Même la pluie* d'Icíar Bollaín: « On paie toujours le prix fort. Si seulement il y avait un autre moyen, mais il n'y en a pas. » La tristesse s'accroît du fait d'avoir parfois à vivre encore tout cela, même sous des gouvernements progressistes.

Le défi est énorme: comment opérer un tournant post-néolibéral, assurer une redistribution de la richesse et un développement social attendus en misant sur la consolidation d'États dépendant largement des revenus tirés des ressources naturelles et de l'exportation des matières premières? Comment le faire sans que cela n'implique, comme c'est souvent le cas, le viol des territoires et des droits des populations locales, toutes réalités en porte-à-faux avec les désirs et discours de la gauche? Notre regard doit être critique, mais aussi se prémunir contre la mythification des acteurs en présence, notamment en ce qui concerne la figure de l'indigène, qui n'est pas un sujet collectif homogène, et les

peuples qui, comme leurs gouvernements, ont des contradictions et paradoxes. D'autres simplifications peuvent aussi nous faire oublier les forces oligarchiques et impérialistes à l'œuvre.

Ce dossier montre bien qu'il se concrétise dans ces pays des audaces qu'on n'ose imaginer ailleurs, et que cela est une puissante source d'inspiration et d'espoir dans le contexte actuel. À une époque où l'on cherche à nous convaincre de la fatalité de l'ordre économique dominant, des pays d'Amérique latine ont osé suspendre le paiement de dettes privées, s'affranchir du Fonds monétaire international, renationaliser des fonds de retraites privés (Argentine), ou encore nationaliser l'exploitation des ressources en *négociant* une plus juste part pour le pays, sans expropriations unilatérales. Ils ont ouvert ces possibles – et bien d'autres dont fait état ce dossier –, notamment par de nouvelles formes de citoyenneté, la tenue d'assemblées constituantes et une forte politisation de la population qui contraste avec notre réalité nord-américaine.

Le Nord est ébranlé, regardons chez nous. Avec à l'esprit ces pays, ces gouvernements et ces peuples en quête d'une manière combative et novatrice qui, nous l'espérons, résonnera au cœur de nos questionnements québécois concernant nos ressources, nos terres, nos relations avec les Autochtones, nos luttes, notre souveraineté. ●

Claudia Bernal, *Traversée III*, 2008, eau-forte, aquatinte, pointe-sèche, chine collé



Sur les traces du virage à gauche latino-américain

Les expériences réalisées dans cette région du monde s'ancrent dans une histoire tumultueuse, faite d'extrêmes et de luttes, alors que la gauche à travers le monde est mise au défi par le néolibéralisme triomphant.

PIERRE MOUTERDE

Le continent sud-américain a ceci de particulier qu'il permet de mieux nous faire voir ce qui se passe dans le vaste monde. Aussi, quand on choisit d'avoir un point de vue de gauche et qu'on s'emploie à chercher dans le brouhaha bourdonnant de l'actualité une sorte de boussole pour les temps présents, il reste toujours intéressant de revenir à l'histoire récente de l'Amérique latine. Comme si, de cette manière, on pouvait mieux appréhender les grands enjeux sociopolitiques traversant nos sociétés contemporaines.

DES DICTATURES AUX DÉMOCRATIES SOUS TUTELLE

Pensons simplement à ce mode de régulation économique néolibéral qui a fini par s'imposer chez nous au Québec, surtout à partir du milieu des années 1990 avec Lucien Bouchard et ses politiques de déficit zéro. Eh bien, c'est au sud de l'Amérique qu'il a été expérimenté pour la première fois, au Chili du général Pinochet, dès janvier 1974, au moment où commençaient à se mettre en place un peu partout dans le Cône sud – Brésil (1964-1985), Chili (1973-1989), Uruguay (1973-1985), Argentine (1976-1983) –, de féroces dictatures de sécurité nationale! Celles-ci avaient pour curieux objectif non seulement de chercher à écraser les partis politiques de gauche (communiste, socialiste, d'extrême-gauche, etc.) et les mouvements sociaux d'origine populaire (le fameux ennemi intérieur), mais aussi d'imposer par la force un nouveau mode de régulation économique néolibéral. Celui-ci se caractérisait par la mise en place de politiques systématiques de privatisation, de dé-

réglementation, de libéralisation des échanges et de recours exclusif aux principes du monétarisme des *Chicago boys* de Milton Friedman.

Il faudra attendre la fin des années 1980 et le début des années 1990 pour qu'une fois cette mise au pas dictatoriale effectuée, on assiste à un lent retour à la démocratie, mais une démocratie restreinte et sous tutelle militaire ou internationale. Sous cette gouverne, le modèle économique hérité des dictatures ne fut aucunement remis en cause, tant les partis qui arrivèrent alors au gouvernement jouèrent de prudence, soit en reprenant à leur compte les plans néolibéraux, soit en leur accolant un vague volet social. Le cas du Chili est à cet égard exemplaire: le président démocrate-chrétien Patricio Aylwin, au début des années 1990, se garda bien de toucher à l'essentiel de l'héritage économique et constitutionnel du général Pinochet.

RAVAGES NÉOLIBÉRAUX ET VIRAGE À GAUCHE

Résultats: on assiste un peu partout, dans les années 1990 et au début des années 2000, à une remontée très nette des inégalités sociales et, partant, à un appauvrissement de larges segments des couches populaires. En Amérique latine, au début de l'an 2000, il y avait 224 millions de pauvres (CEPAL), alors que la population totale atteignait (avec celle des Caraïbes) 525 millions. Quant au pourcentage de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour, il était passé de 6 % en 1990 à 9,5 % en 1999 (OIT). L'économie du sous-continent se financiarise et l'Amérique latine vit une sorte de recolonisation sauvage à travers l'afflux massif de capitaux européens et l'arrivée de grandes entreprises étrangères assoiffées de ressources énergétiques ou minières nouvelles. C'est ce qu'on a appelé la «décennie perdue» des années 1990, qui a néanmoins eu comme effet positif de permettre à l'Amérique latine de connaître une sorte de sursaut social et politique étonnant. Car dès la fin des années 1990, mais surtout à partir du début des années 2000, voilà que va se produire un véritable virage à gauche de presque tout le sous-continent. Un tournant qui va se caractériser par l'arrivée au gouvernement de partis se faisant l'écho des frustrations populaires grandissantes et se reconnaissant – au moins en théorie – dans des valeurs de la gauche: Hugo Chávez au Venezuela, en 1998; Lula da Silva au Brésil, en 2003; Néstor Kirchner en Argentine, en 2003; Evo Morales en Bolivie, en 2005; Tabaré Vázquez en Uruguay, en 2005; Daniel Ortega au Nicaragua,

La «décennie perdue» des années 1990 a néanmoins eu comme effet positif de permettre à l'Amérique latine de connaître une sorte de sursaut social et politique étonnant.

L'auteur, sociologue et essayiste, a publié entre autres *La gauche en temps de crise, contre-stratégies pour demain* (Liber, 2011)



Claudia Bernal,
Couple, 2004,
 techniques mixtes
 sur bois

en 2006; Fernando Lugo au Paraguay, en 2008; Mauricio Funes au Salvador, en 2009; Ollanta Humala au Pérou, en 2011, etc.

Mais ce n'est pas tout : on assistera aussi dans les années 2000 au surgissement de puissants mouvements sociaux directement liés aux effets les plus traumatisants des politiques néolibérales. Leurs interventions, qui prennent parfois la forme d'insurrections populaires, vont souvent être décisives, en particulier dans cette irruption de la gauche sur la scène politique. Le cas de la Bolivie, avec ses grandes mobilisations populaires et indigènes de la guerre de l'eau (2000-2001) ou du gaz naturel (2003), conduisant à la chute du président Gonzalo Sánchez de Lozada en octobre 2003, est sans doute le plus marquant. Il n'est pourtant pas le seul, songeons au mouvement des *piqueteros* argentins dans le sillage de la débâcle économique et financière de l'Argentine, en 2001, au puissant mouvement autochtone de la Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur, qui réussit à renverser deux présidents (Abdala Bucaram, en février 1997 et Jamil Mahuad, en janvier 2000). Ou encore au tout récent mouvement des étudiants chiliens qui, après plus de six mois de grève, continuent à tenir tête au très néolibéral président Piñera.

Ces contestations multiformes furent loin de prendre la forme d'un mouvement ou d'une stratégie d'opposition unie. La gauche latino-américaine, comme partout ailleurs, avait subi le contrecoup de la chute du mur de Berlin.

Sans parler, bien sûr, de la rébellion zapatiste dans le sud du Mexique. Souvenez-vous de son célèbre porte-parole, le sous-commandant Marcos, et de son « non au néolibéralisme, oui à l'humanité! », lancé le jour même de la mise en application de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) le 1^{er} janvier 1994 – en soi un événement historique. Il a ouvert la voie à la grande marche des Zapatistes vers Mexico, en février-mars 2001, et préfiguré les rassemblements altermondialistes des années suivantes. La ville de Porto Alegre dans le sud du Brésil, tenue par la gauche du Parti des travailleurs (PT), en a été le centre névralgique.

DE LOURDES CONTRAINTES

Il reste que ces contestations multiformes furent loin de prendre la forme d'un mouvement ou d'une stratégie d'opposition unie. La gauche latino-américaine, comme partout ailleurs, avait subi le contrecoup de la chute du mur de Berlin et, dans son sillage, celui de la perte de crédibilité des grands modèles politiques auxquels elle se référait traditionnellement (le communisme, la social-démocratie et le nationalisme-populaire). Aussi, la majeure partie de celle-ci s'est trouvée sur la défensive et désorientée dans les années 2000. Plus souvent qu'autrement, elle fut portée à faire le lit du néolibéralisme, n'y trouvant des parades



que peu à peu, ne se sortant de son état défensif que difficilement et en ordre dispersé.

Les uns optèrent pour le « social-libéralisme ». C'est le cas du Brésil de Lula qui, cependant, combina au strict respect des équilibres macro-économiques néolibéraux, un important volet social aux effets non négligeables. Lors de ses deux mandats, la malnutrition a diminué de 70 % et la mortalité infantile de 47 %. Mais si la pauvreté a globalement reculé, les inégalités – abyssales au Brésil – n'ont que peu régressé. Autrement dit, les politiques du gouverne-

ment Lula n'ont pas transformé de manière significative la structure de répartition des revenus et de la richesse.

D'autres, plus ambitieux, se lancèrent dans l'aventure d'une révolution : qu'elle soit bolivarienne au Venezuela de Chávez, citoyenne dans l'Équateur de Correa, ou indigène dans la Bolivie de Morales. Dans ces trois pays, le discours est indéniablement plus novateur et radical – avec ses références à l'Al-

liance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA), à la démocratie participative ou au pouvoir populaire, au « socialisme du XXI^e siècle », au *buen vivir* autochtone et à la protection de la Terre-Mère. Les conditions de vie des couches populaires s'y sont clairement améliorées, notamment en termes de soutien aux personnes âgées et d'accès à l'éducation et aux soins de santé. Enfin, les mouvements sociaux y jouent un rôle plus central. Cela dit, les avancées pratiques restent malgré tout prudentes, inscrites dans le cadre keynésien, et leur futur paraît passablement problématique tant de puissantes oppositions se dressent toujours sur leur chemin, appuyées en sous-main par les États-Unis¹. Signes de ces rapports de force politiques encore si défavorables à l'échelle du sous-continent!

Mais n'est-ce pas à l'image de ces « temps présents » où partout la gauche cherche avec difficulté à se hisser à la hauteur des défis posés par le néolibéralisme triomphant, encore et toujours partagée qu'elle est, entre les pesanteurs du passé et les promesses de l'avenir?

C'est ce que l'Amérique latine nous fait voir aujourd'hui avec tant de clarté! ●

1. Trois tentatives de coup d'État, certes repoussées, ont retardé ou fragilisé le processus d'ensemble dans ces trois pays.



Des initiatives économiques émancipatrices

Après de multiples crises et grâce à des projets

novateurs, l'Amérique latine semble aujourd'hui mieux placée que d'autres régions du monde pour affronter la difficile conjoncture actuelle.

DORVAL BRUNELLE

Dans un document publié le 30 août 2011, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) annonçait que, pour la deuxième année d'affilée, la valeur des exportations de biens croîtrait de 27% et celle des importations de 23%, ce qui laisserait un surplus commercial de l'ordre de 80 milliards de dollars US pour l'ensemble des pays de la région. Ces données viendraient confirmer l'hypothèse selon laquelle nous assisterions à un véritable « mouvement tectonique » à l'échelle globale, en ce qui concerne l'axe de la croissance économique qui se déplacerait du côté des échanges Sud-Sud, pendant que les pays du Nord s'enfonceraient dans la stagnation, voire la récession. Cela dit, ni les pays d'Amérique latine, ni les puissances émergentes d'Asie, comme la Chine et l'Inde, ne sont immunisés contre les effets délétères du ralentissement économique en Occident et au Japon. Il n'en reste pas moins que, sinon l'Amérique latine dans son ensemble, à tout le moins l'Amérique du Sud, est sans doute une des régions les mieux placées pour affronter la difficile conjoncture actuelle. Et elle le fait, du reste, en ayant recours à des initiatives émancipatrices passablement originales.

Les raisons de cette résilience et de cette originalité sont nombreuses. Faute de pouvoir les approfondir toutes, nous voudrions soumettre à la réflexion l'idée qu'elles pourraient être imputables à des innovations économiques qui agissent comme des facilitateurs de croissance et de répartition de la richesse, ou comme des amortisseurs devant des menaces de ralentissement. Ces innovations résultent pour beaucoup de l'accession au pouvoir de gouvernements de gauche ou sociaux-démocrates qui ont su prendre leurs distances vis-à-vis des puissances du Nord, et plus particulièrement vis-à-vis des États-Unis et du Canada. Cela les a conduits à adopter une kyrielle de mesures visant très

explicitement à réduire leur dépendance à l'endroit du Consensus de Washington.

LE MERCOSUR Parmi les initiatives économiques, la plus ancienne a été la création d'un marché commun inspiré du modèle européen d'intégration, le MERCOSUR¹. Celui-ci, fort de 250 millions d'habitants et d'un PNB de 2458 milliards de dollars US (ou 75% du PNB de l'Amérique du Sud), a cherché à établir un mécanisme d'intégration alternatif à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et, plus tard, à la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), qui n'a jamais vu le jour. Le MERCOSUR couvre non seulement les domaines économique et commercial, mais aussi la politique avec un Parlement du MERCOSUR – qui tarde toutefois à assumer ses pleines responsabilités législatives –, le domaine social, avec la convocation de forums sociaux parallèles, et le domaine culturel avec, par exemple, la promotion de trois langues officielles (l'espagnol, le portugais et le guarani) dans les cursus scolaires à l'échelle régionale. Cependant, jusqu'à récemment, on reprochait au MERCOSUR d'être beaucoup plus dépendant de la conjoncture économique de ses membres que ne l'était l'Union européenne (UE) à sa fondation, un reproche qui pourrait se transformer en avantage si la crise actuelle devait s'aggraver et conduire à un éclatement de la zone euro.

LA BANCOSUR Quelques années plus tard, en février 2007, les présidents du Venezuela et de l'Argentine, Hugo Chávez et Néstor Kirchner, signent un mémorandum d'accord portant sur la création d'une Banque du Sud (BANCOSUR) qui offre une alternative aux institutions financières internationales, basée sur la coopération et le respect de la souveraineté. La banque verra officiellement le jour le 26 juin 2007 avec quatre adhésions supplémentaires, celles de la Bolivie, du Brésil, de l'Équateur et du Paraguay. L'accord prévoit que les banques centrales de chaque pays y

L'auteur est directeur de l'Institut d'études internationales de Montréal (IEIM) à l'UQAM

LE CONSENSUS DE WASHINGTON

Cette expression renvoie à quatre institutions logées à Washington, à savoir le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale, ainsi que le Congrès des États-Unis et la Maison-Blanche qui s'entendraient toutes quatre sur la forme et le contenu de programmes qui devraient être appliqués et sanctionnés par leurs partenaires pour répondre aux exigences de la libéralisation des échanges en prévision de l'ouverture de négociations de libre-échange. Parmi les dix réformes autour desquelles le consensus a été forgé, on retrouve les quatre suivantes, à savoir la libéralisation du commerce extérieur, la privatisation des monopoles d'État, la déréglementation des marchés, ainsi que la protection de la propriété privée et surtout de la propriété intellectuelle. **D.B.**

1. Les membres permanents sont l'Argentine, le Brésil, le Paraguay, l'Uruguay et le Venezuela.

transfèrent la somme de sept milliards – augmentée à 20 milliards de dollars US, en 2009 – afin de permettre aux États de se porter une assistance mutuelle en cas de besoin. L'objectif est à la fois simple et ambitieux : il s'agit de soustraire les pays membres aux programmes d'ajustements structurels imposés par le FMI, des mesures qui causent les ravages que l'on sait en Grèce et ailleurs en Europe à l'heure actuelle.



Claudia Bernal,
Ephémère, 2009,
tissu, fibres, ailes
de papillon

L'UNASUR Toujours à l'échelle continentale, le projet de Communauté sud-américaine des nations (CSN), adopté à Cuzco au Pérou en 2004, rebaptisé Union des nations sud-américaines (UNASUR) en mai 2008, vise la création d'une communauté sud-américaine à l'horizon de 2019, à travers la construction d'infrastructures (routières, portuaires, aéroportuaires, etc.) pour faciliter les échanges intracontinentaux. L'UNASUR a également donné lieu à la création d'un Conseil de défense sud-américain (CDS).

L'ALBA

À ces trois initiatives, il convient d'en ajouter une quatrième, l'ALBA – ou Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique. C'est là un cadre d'intégration entre les pays d'Amérique latine et des Caraïbes fondé sur la prospérité, la solidarité, le troc et l'entraide mutuelle, en lieu et place de la loi du marché et des contraintes mercantiles sous l'empire desquels opèrent en général les accords commerciaux. L'alliance fait partie de l'ambitieux projet de « socialisme du XXI^e siècle » promu par le président vénézuélien Hugo Chávez. Ainsi, c'est dans le cadre de l'ALBA qu'ont été négociés les échanges « pétrole contre médecins » entre le Venezuela et Cuba. Plus tard, l'adhésion du Nicaragua à cette alliance lui a permis de bénéficier d'une remise de 31 millions de dollars US de la part du Venezuela.

À terme, les échanges entre les partenaires devraient être réglés avec une nouvelle monnaie appelée SUCRE, et non plus en dollars américains. Un premier paiement a été effectué avec cette monnaie par Cuba, en février 2010, pour du riz acheté au Venezuela, et la première transaction avec cette monnaie est survenue entre le Venezuela et l'Équateur, en juillet 2010.

PETROAMÉRICA

Enfin, à ces quatre innovations institutionnelles, on peut en ajouter une cinquième à caractère plus stratégique, également promue par Chávez. Il s'agit de la proposition de créer une multinationale sud-américaine de l'énergie appelée PetroAmérica qui, effet de taille oblige, pourrait concurrencer les autres multinationales du secteur à l'échelle mondiale. Cette proposition avait été accueillie favorablement, en 2003, par la ministre des Mines et de l'Énergie du Brésil, Dilma Rousseff, aujourd'hui présidente du pays. On peut donc s'attendre à ce que le projet soit relancé dans les années à venir, malgré les réticences du Brésil à réduire son contrôle sur l'entreprise fédérale Petrobras.

Les projets énumérés jusqu'ici concernent au premier chef l'Amérique du Sud, parfois les Caraïbes. Cette situation tranche nettement sur celle qui a prévalu après la Deuxième Guerre mondiale, alors que la CEPALC défendait un projet d'intégration qui aurait impliqué tous les pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Il y a deux explications possibles à ce repli. La première est d'ordre politique : les pays qui ne font pas partie de ces initiatives sont dirigés par des gouvernements moins progressistes. La seconde est d'ordre institutionnel et stratégique : elle consiste à prendre acte de l'effet négatif des accords de libre-échange négociés avec les États-Unis ou le Canada sur l'autonomie pro-

Ni le Mexique, ni les pays d'Amérique centrale (à part le Nicaragua) qui ont négocié des accords commerciaux avec des pays du Nord, ne semblent en mesure de s'impliquer dans ces nouvelles initiatives économiques.

grammatique, stratégique et politique des gouvernements signataires. À cet égard, ni le Mexique, ni les pays d'Amérique centrale (à part le Nicaragua) qui ont négocié des accords commerciaux avec des pays du Nord, ne semblent en mesure de s'impliquer dans ces nouvelles initiatives économiques. L'exception qui

n'infirme pas la règle, puisqu'elle relève du domaine politique, est la création de la Communauté des États latino-américains et caribéens (CELAC), le 23 février 2010. Rassemblant cette fois tous les pays des Amériques, sauf les États-Unis et le Canada, cette initiative se pose au départ comme une alternative à l'Organisation des États américains (OEA), qui suivrait de trop près les mots d'ordre de Washington. Mais là encore, il reste à voir si ceux parmi ces pays qui sont davantage orientés politiquement et économiquement vers le Nord seront en mesure d'assumer pleinement cette posture et de prendre leurs distances vis-à-vis de l'OEA et du Consensus de Washington. ●

Audits de la dette : un exemple à suivre

MARIA LUCIA FATTORELLI

Crise de la dette, dictature des marchés, mainmise des institutions financières internationales : ce qui se déploie actuellement en Europe, l'Amérique latine ne l'a connu que trop bien. L'une des voies de sortie qu'elle a montrée et qui inspire plusieurs pays est l'audit public et citoyen des dettes publiques.

De quoi s'agit-il ? Dans tous les secteurs économiques – gouvernements, compagnies privées, ONG –, l'audit est un outil de base pour expliquer la situation financière de n'importe quelle entité. Toutefois, le mécanisme d'audit de la dette publique est souvent d'une opacité inacceptable compte tenu de l'importance de celle-ci et de son influence sur l'économie. L'objectif d'un audit public et citoyen des dettes publiques est donc la transparence pour forcer un vrai débat démocratique. Le but est d'accéder aux documents qui prouvent la nature et l'origine des dettes, démontrent la légalité et la légitimité de chaque opération et nomment les responsables ainsi que ceux qui ont vraiment reçu les fonds. Ensuite, à partir de cette analyse, il devient possible – avec de la volonté politique – de décider du traitement approprié pour chacune de ces dettes et de voir s'il y a lieu *ou non* de les rembourser.

Au Brésil, en 2000, 62 % du budget était consacré au paiement de la dette (comparativement à 48 % aujourd'hui), alors que les sommes allouées à la santé ou à l'éducation étaient et restent encore trop minimes. Dans ce contexte, 96 % des six millions de votants ont dit non au paiement de la dette sans audit, dans le cadre d'un référendum organisé par la société civile dans 3444 villes. Notre campagne pour un audit citoyen de la dette en découle et a débuté en 2001. Depuis, nous avons participé à la Commission d'enquête sur la dette au Parlement brésilien, en 2009. Nos analyses ont prouvé que pendant les années 1970, sous la dictature, une dette extérieure privée déjà énorme a augmenté lorsque les taux d'intérêt ont été haussés unilatéralement par les crédateurs. Lors de la crise financière de 1982, provoquée par les grands crédateurs privés internationaux, ce montant a en quelque sorte été transféré, prenant alors la

forme d'obligations de la Banque centrale. Le problème de la dette publique était ainsi créé et la crise du budget national a ouvert la voie à l'intervention du Fonds monétaire international (FMI) dans nos affaires internes. La triste suite est connue : deux décennies de sacrifices sociaux énormes – on les appelle les « décennies perdues » – pour garantir des bénéfices au secteur financier.

Nous avons aussi participé à la Commission pour un audit de la dette créée par le président équatorien Raphael Correa, en 2007, réunissant des représentants de la société civile à l'échelle nationale et internationale qui avaient une expérience de ce type d'enquête. Celle-ci a conduit à l'annulation de 70 % de la dette publique de l'Équateur composée d'obligations vendues sur les marchés financiers, sans que la catastrophe annoncée par les grands médias ne se produise. Lorsque Correa a annoncé que son pays n'honorait que 30 % de ces obligations, 95 % des détenteurs ont accepté immédiatement et les 5 % restant n'ont rien fait. Pourquoi ? Parce que le caractère illégitime, voire illégal de ce 70 % des dettes avait été bien démontré par l'audit.

Éric Toussaint, le président du Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde (CADTM) de Belgique, explique : « Du coup, les détenteurs de ces titres de la dette [en Équateur], qui étaient des banquiers nord-américains, se sont mis à les vendre sur le marché à 20 % de leur valeur. Finalement, le gouvernement équatorien est arrivé à racheter 91 % des titres pour un coût total de 900 millions de dollars. Ce qui fait une économie, si on calcule le stock de capital racheté à bas prix et les intérêts qui ne sont pas payés jusqu'en 2030, d'où un bénéfice de plus de 7000 millions de dollars. Et ce qui a permis au gouvernement, très concrètement, de faire passer dans le budget de l'État le service de la dette qui était de 32 % à 15 %, et de faire passer les dépenses sociales qui représentaient 12 % à 25 % du budget.¹ »

Les expériences d'audits de la dette en Équateur et au Brésil ont prouvé qu'au cours des quarante dernières années, les seuls bénéficiaires des dettes commerciales extérieures étaient les grandes banques internationales. Cet endettement n'a pas financé les activités des États. Sous la forme d'obligations, il s'agissait d'un mécanisme pour transférer des ressources publiques dans le secteur financier privé. Il est clair que ce même processus a cours actuellement en Europe où les budgets nationaux absorbent la crise économique causée par les banques. Il est urgent qu'à l'instar de ce que nous faisons au Brésil, des commissions civiles et des mobilisations pour des audits publics et citoyens des dettes publiques se mettent en place. ●

L'auteure est coordinatrice de l'organisation brésilienne Auditoria Cidadã da Dívida (Audit citoyen de la dette)

1. Mamadou Sarr, « C'est parfaitement possible pour un pays de refuser de payer sa dette », entretien avec Éric Toussaint, *Walfadjri*, Dakar, 10 février 2011.

La reconquête d'une destinée

Entrevue avec Franck Gaudichaud

Politologue, Franck Gaudichaud enseigne à l'Université de Grenoble 3. Il est coprésident de l'association France Amérique Latine et a dirigé *Le volcan latino-américain. Gauches, mouvements sociaux et néolibéralisme en Amérique latine* (Paris, Textuel, 2008).

Relations : Récemment, au Venezuela, en Équateur et en Bolivie, des gouvernements de gauche ont mis en place des assemblées constituantes qui ont mené à l'adoption de nouvelles Constitutions. Qu'est-ce qui a motivé ces initiatives démocratiques ?

Franck Gaudichaud : Il faut replacer ces expériences constitutionnelles dans le sillage des grandes mobilisations populaires, syndicales, paysannes et indigènes, qui ont eu lieu à partir du milieu des années 1990 jusqu'au début des années 2000. Les gouvernements qui ont lancé ces initiatives sont issus de luttes sociales d'envergure (en Bolivie et Équateur) ou d'une crise profonde de légitimité du bipartisme et du néolibéralisme (au Venezuela). Dans ces pays, une partie des nouveaux dirigeants politiques qui composent désormais les gouvernements proviennent des mouvements sociaux, ou sont des *outsiders* qui ne s'inscrivaient pas dans le jeu partisan traditionnel. Rappelons-nous que le syndicaliste aymara Evo Morales, en Bolivie, a gagné la présidence de la République dans un contexte de véritables insurrections populaires, plusieurs gouvernements précédents ayant été destitués par la rue. Souvenons-nous aussi que le militaire métis Hugo Chávez, après avoir raté un coup d'État en 1992, a organisé sa campagne électorale « bolivarienne » de 1998 en appelant à la « rupture » avec la quatrième République vénézuélienne et son népotisme généralisé.

Le mouvement indigène – pensons à la Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur (CONAIE) – s'est lui aussi constitué comme un acteur social majeur dans ces luttes collectives. Ses revendications, jusque-là exclues de l'espace politique ou instrumentalisées à des fins politiques, portent sur la question des droits sociaux et communautaires souvent peu reconnus, sur le contrôle

public des ressources naturelles et, plus largement, des biens communs, ainsi que sur la construction d'États réellement « postcoloniaux » et « post-néolibéraux ». Ces enjeux, loin d'être entièrement réglés, sont maintenant au centre du débat politique. Dans ce contexte, les assemblées constituantes représentent en quelque sorte le débouché institutionnel, la traduction, sur le plan politique, de cette onde de choc soulevée par ces grandes mobilisations sociales qui ont amené de nouveaux partis ou coalitions progressistes au pouvoir. Désormais, la représentation de l'État en tant qu'État-nation a laissé place à une nouvelle représentation, celle d'un État plurinational censé inclure les nations autochtones. Du moins sur le papier, car – comme souvent en politique – la praxis est parfois assez éloignée de la lettre...

Quoi qu'il en soit, un autre facteur important qui a mené aux constituantes est certainement le contexte de la crise de deux décennies de politiques néolibérales, fondées sur la privatisation de l'économie, la mainmise des investissements étrangers sur les ressources nationales et le Consensus de Washington. Cette crise a connu l'un de ses épisodes les plus spectaculaires à la fin de 2001, en Argentine, mais elle s'est fait sentir un peu partout en Amérique latine à cette même époque. Elle a facilité et accéléré ce qu'on pourrait appeler une crise de l'hégémonie des classes dominantes qui en étaient responsables, disqualifiant profondément aux yeux de la population – bien au-delà des groupes de citoyens organisés – le système électoral et partisan mis en place lors des transitions démocratiques amorcées dans les années 1980.

C'est donc sous cet horizon de mobilisation sociale, d'un côté, et de délégitimation des classes dominantes, de l'autre, que la refondation de l'État sur des bases démocratiques, et non plus oligarchiques, s'est présentée comme une condition nécessaire pour réaliser des réformes sociales et économiques en profondeur. On est passé de la rébellion populaire à des réformes importantes des politiques publiques, sans pour autant que l'on puisse parler de révolution sociale, au sens où l'a connu Cuba, en 1959, ou le Nicaragua, en 1979. Si les premiers gestes politiques d'Evo Morales en Bolivie, d'Hugo Chávez au Venezuela et de Rafael Correa en Équateur, une fois au pouvoir, ont été d'entamer la refondation de la Constitution, c'était pour exprimer clairement l'avènement d'une nouvelle période et

C'est donc sous cet horizon de mobilisation sociale, d'un côté, et de délégitimation des classes dominantes, de l'autre, que la refondation de l'État sur des bases démocratiques, et non plus oligarchiques, s'est présentée comme une condition nécessaire pour réaliser des réformes sociales et économiques en profondeur.



plupart du temps, de nombreuses matières premières restent encore exploitées en concession par des multinationales dans les trois pays concernés, mais dans des termes beaucoup plus avantageux. Par exemple, dans le cas du gaz bolivien, la proportion des bénéfices laissés à l'État a été multipliée par trois. Ces Constitutions établissent également de nouveaux droits sociaux et collectifs : droit à l'eau, déclarée bien commun de l'humanité, droit à la sécurité alimentaire, droit à des systèmes de santé et d'éducation entièrement publics, droit à la diversité sexuelle, etc. Les droits collectifs des peuples indigènes sont également mis au premier plan. L'idée d'une démocratie participative est concrétisée en instituant les référendums consultatifs, l'initiative législative populaire ou encore la possibilité de révoquer des représentants élus à mi-mandat (référendums révocatoires), ceci depuis l'élu local jusqu'au président de la République. Autre point

Claudia Bernal,
La Roue de Fortune X,
 2009, eau-forte, aqua-
 tinte, pointe-sèche,
 encre de chine

pour répondre à certaines demandes exprimées par les populations mobilisées. Le but était aussi de se démarquer de l'impérialisme et du néolibéralisme.

Rel. : Qu'est-ce qui caractérise cette rupture?

F. G. : Tout d'abord, ces expériences constitutionnelles revendiquent toutes trois le contrôle national des ressources naturelles, qui étaient aux mains des multinationales, puis l'introduction dans un système politique jusque-là purement procédural et délégataire – du type « démocratie de marché » –, de certaines formes de démocratie participative qui cherchent à récupérer l'expérience de la délibération populaire vécue dans les mouvements sociaux. Quelques auteurs critiques (le sociologue Raúl Zibechi, par exemple) estiment d'ailleurs que les assemblées constituantes, si elles ont représenté une voie démocratique intéressante dans un premier temps, ont aussi été une manière de ramener les mobilisations dans le cadre institutionnel, et donc de les contrôler « par en haut », au détriment d'expériences populaires plus horizontales et autogestionnaires.

Cependant, il faut souligner que ces Constitutions renforcent l'idée que les ressources naturelles doivent être considérées comme propriétés inaliénables de l'État et accompagnent une importante politique de nationalisations (particulièrement au Venezuela). Cela même si la

majeur : on trouve dans ces Constitutions une réflexion sur la propriété privée. À côté de la propriété individuelle, on reconnaît des formes de propriété collective et communautaire de la terre. Ou encore, on favorise l'établissement de coopératives et d'« entreprises de propriété sociale ». Au Venezuela, comme dans d'autres pays latino-américains d'ailleurs, la propriété foncière est garantie dans la mesure où elle reste productive et donc d'utilité publique. Cela a permis un début de réforme agraire conséquente : dès qu'une grande propriété (latifundium) est laissée à l'abandon, le droit à l'expropriation est reconnu, en vue de la redistribution de cette terre à des paysans qui lui rendront sa fonction sociale. Au Venezuela, le « pouvoir populaire » va plus loin, grâce à l'expérience des conseils communaux ou à des essais de cogestion d'entreprises nationalisées, là encore avec des hauts et des bas – produits d'une tension permanente entre l'horizontalité de la participation populaire et la tendance à la verticalité du contrôle étatique.

Enfin, les nouvelles Constitutions intègrent le souci écologique et valorisent la cosmogonie indigène de la « Terre-Mère » (*Pachamama*) et les notions de « bien-vivre » (*buen vivir*). La Constitution équatorienne est la plus avancée en ce sens : elle reconnaît la terre comme une entité juridique ! Elle reconnaît à la nature des droits liés au respect de l'intégrité des ressources, de l'eau, de la biodiversité. C'est dans cet esprit que s'inscrit le projet Yasuni, en Équateur amazonien, qui consisterait à laisser dans le sol les gisements de pétrole, moyennant une aide financière internationale couvrant l'équivalent monétaire de la moitié de ces gisements,

1. Cette politique vise le développement économique en multipliant l'extraction et l'exportation des ressources naturelles, la plupart du temps avec des multinationales.

s'ils étaient exploités. Ces fonds ainsi recueillis serviraient, entre autres, à la production d'énergie renouvelable ou à la reforestation. Pour un petit pays du sud, dont la principale exportation est le pétrole, c'est là un pari intéressant. Mais loin d'être gagné. Il est, malheureusement, en contradiction avec la politique extractiviste¹ actuelle du gouvernement Correa.

Rel. : Ces Constitutions ne sont évidemment pas une panacée démocratique. Quelles en sont quelques-unes des limites?

F. G. : Dans le cas bolivien, ces limites sont apparues dès la *Loi de la convocation à l'assemblée constituante*, en 2006. Le défi était d'inclure les mouvements sociaux et les groupes de citoyens organisés dans la rédaction et l'élaboration de la Constitution. Le résultat a été plutôt mitigé et même pour certains, un échec. Les députés du Movimiento al Socialismo (MAS), au pouvoir, ont bien fait l'effort d'écouter les militants des mouvements sociaux, mais ceux-ci n'ont pas été directement impliqués dans la rédaction. L'adoption du texte a été essentiellement le fait des formations politiques.

Le décalage entre les grands principes constitutionnels et leur mise en œuvre est la véritable limite. On parle beaucoup, en Amérique latine, de « post-néolibéralisme » ou de « socialisme du XXI^e siècle », mais globalement, même les gouvernements souvent décrits comme plus radicaux respectent les règles du libre-échange et du marché mondial. Il y a finalement de nombreuses convergences entre les politiques les plus modérées ou sociales-libérales, comme celles de Lula puis de la présidente Dilma Rousseff au Brésil, et celles de Morales ou de Chávez. Certains principes, comme la consultation des communautés avant la mise en place de politiques de développement, ne sont pas nécessairement respectés. Par exemple, en Bolivie, le projet de construction d'une route reliant deux provinces amazoniennes enclavées n'a fait l'objet d'aucune consultation locale, alors qu'elle traverse un parc naturel (le TIPNIS) où vivent des communautés autochtones. Après une marche indigène fortement médiatisée, sa répression par les forces de police et la démission de plusieurs ministres, le gouvernement vient de reculer, montrant qu'il avait entendu le message de ceux « d'en bas ». Ces tensions entre les mouvements indigènes et les gouvernements sont aussi très fortes en Équateur.

Outre ces limites, il est indispensable de souligner que ces nouvelles Constitutions sont loin de signifier la transformation complète de l'État ou encore des modes de production. Les grandes institutions comme la police, l'armée,

le système judiciaire et des pans entiers des parlements sont encore aux mains de l'oligarchie. Cela, sans même mentionner les champs économique et médiatique. En Bolivie, une des manières de s'assurer la loyauté de l'armée – qui a une longue tradition putschiste – a été de lui consacrer une part importante du budget public. Au Venezuela, le mouvement populaire bolivarien dénonce régulièrement l'État bureaucratique et rentier, ou encore la « bolibourgeoisie » qui s'enrichit dans le cadre du processus de changement, fait reconnu par le président Chávez dans nombre de ses discours.

Rel. : Ces expériences d'assemblées constituantes peuvent-elles devenir néanmoins des sources d'inspiration pour d'autres pays?

F. G. : Bien sûr, ces expériences ont beaucoup à nous apprendre. Prenons l'exemple du Chili. Des manifestations historiques – du jamais vu depuis 1983 durant la dictature – secouent actuellement le pays. L'une des revendications des jeunes, c'est l'assemblée constituante. Ce n'est pas rien dans un pays qui est le symbole du néolibéralisme en Amérique latine et où le centre-gauche, qui a été au pouvoir pendant 20 ans, n'a cessé de poursuivre les politiques néolibérales initiées sous la dictature de Pinochet. Les étudiants chiliens ont compris que pour mettre fin au modèle néolibéral, il faudra aussi en finir avec la Constitution adoptée sous Pinochet.

Au cœur de la dynamique des Indignés, comme du printemps arabe, on parle aussi d'assemblées constituantes. Car de grandes mobilisations sociales doivent pouvoir trouver une issue politique, sans perdre pour autant leur autonomie et leur radicalité. L'assemblée constituante en est une – pas la seule – qui permet de refonder des institutions pour les mettre au service de la population. En ce sens, elle est une étape importante, bien que transitoire, dans la démocratisation réelle et la reconnaissance juridique de nouveaux droits. Elle peut être une base sur laquelle pourront s'appuyer les luttes futures pour élargir l'espace politique. Car la grande leçon de tout cela, c'est que sans la poursuite des mobilisations de celles et ceux d'en bas, les processus démocratiques se paralysent et finissent par reculer, au profit de courants politiques et économiques de droite toujours très puissants.

Par leurs luttes collectives, les peuples d'Amérique latine ont posé les jalons d'une reconquête de leur destinée contre l'emprise du capital transnational, de l'impérialisme et des institutions financières. Le chemin est encore long. Leur combat est le nôtre. Si en pleine crise du capitalisme mondial, la Bolivie – appauvrie par plusieurs siècles de colonialisme – a su commencer à imposer sa dignité et sa souveraineté, pourquoi pas la Grèce, la France ou... le Québec! ●

ENTREVUE RÉALISÉE PAR JEAN-CLAUDE RAVET

De grandes mobilisations sociales doivent pouvoir trouver une issue politique, sans perdre pour autant leur autonomie et leur radicalité. L'assemblée constituante en est une – pas la seule – qui permet de refonder des institutions pour les mettre au service de la population.

La souveraineté dans la rue

Les manifestations de masse et les soulèvements populaires en Amérique latine représentent une nouvelle forme de subjectivation politique, qui constitue le véritable virage à gauche dans la région.

RICARDO PEÑAFIEL

Au cours de la dernière décennie, l'Amérique latine a vécu un spectaculaire «virage à gauche». Ce virage n'est pas tant un phénomène électoral ou gouvernemental qu'un processus social et politique beaucoup plus profond, durable et généralisé. Au cours des trois dernières décennies – alors que les élites politiques (de droite comme de gauche) s'évertuaient à réaliser une «démocratie de marché, stable et consensuelle», perpétuant des systèmes d'injustice et d'exclusion –, une immense capacité d'autoconvocation de la société s'est développée à partir de *los de abajo* (les «gens d'en bas»). Cette interpellation des masses par elles-mêmes n'a pas seulement ouvert la porte à des

gouvernements réfractaires au néolibéralisme; elle a aussi et surtout créé une forme de subjectivation politique favorisant la poursuite de la lutte indépendamment du type de gouvernement en place.

Depuis les émeutes de la faim ou de l'austérité (comme le *Caracazo* au Venezuela, en février 1989), qui ont remis en question de manière radicale les «thérapies de choc» et les réformes institutionnelles de l'État, les masses latino-américaines ont développé une panoplie de nouvelles formes d'action collective. Lorsque l'oppression dépasse les bornes de l'acceptable, les laissés-pour-compte surgissent dans l'espace public, en exhibant cela même qu'on ne veut pas voir et en affirmant haut et fort : *¡Ya Basta!* (Ça suffit!).

ÉGALITÉ DÉMOCRATIQUE

Parler de ces laissés-pour-compte, ce n'est pas parler du «bas peuple» ou des pauvres. Il n'est pas question d'une classe, d'une catégorie sociologique ou d'un groupe identitaire, ethnique ou idéologique, mais de tous ceux qui, n'ayant pas de titres pour statuer sur le devenir collectif affirment, au contraire, le droit de tous à statuer. Ils instaurent ainsi un nouveau rapport au politique dans leur acte de révolte. «Nous sommes 99 %», crient les Indignés de la planète – cette «part des sans-parts» dont parle Jacques Rancière¹. Ils s'indignent, s'insurgent en fonction d'un postulat d'égalité politique, bafoué de diverses manières.

C'est bien avant le mouvement planétaire des Indignés que les peuples d'Amérique latine ont dit «*Nunca más*» («plus jamais!») aux ignobles crimes de terrorisme d'État et qu'ils ont décidé de se battre contre l'impunité et pour la justice. Ce combat ne se réduit pas à des luttes juridiques menées par des organisations de familles de détenus disparus (comme les Mères de la place de Mai, en Argentine) et par des organisations de défense des droits humains. Ce sont des milliers de personnes qui expriment leur rejet de situations inacceptables, bien que «légales»: depuis les nombreuses manifestations de masse contre les lois de type *Punto Final* («Point final») interdisant les poursuites judiciaires contre les crimes commis lors de la dictature un peu partout sur le continent, jusqu'aux «marches silencieuses» au Mexique pour s'opposer aux exactions commises par le gouvernement dans le cadre de la lutte contre les cartels de drogue, en passant par les manifestations en faveur du jugement de Pinochet par l'Espagne.

En refusant les arrangements institutionnels (ces «pactes entre élites modérées»), en refusant de troquer la justice contre des demi-vérités imposées au nom d'une réconciliation et en refusant la militarisation du social et la criminalisation de la dissidence, c'est le principe même de

L'auteur est chercheur post-doctorant au Centre de recherche sur les politiques et le développement social (CPDS) et membre du Groupe de recherche sur les imaginaires politiques en Amérique latine (GRIPAL)



Claudia Bernal, *Faits du même sang*, 2007, installation-vidéo-performance au Centre des arts et des fibres du Québec (Montréal): plumes, calebasses, maïs, tissus, laine, pierres, projection vidéo. Photo: Pierre-Yves Serinet

1. *La Méésentente*, Paris, Éditions Galilée, 1995.

justice qui est ré-institué. Et ce ne sont pas les juges, ni les institutions politiques qui en sont les garants, mais la société tout entière en lutte contre le détournement des postulats d'égalité supposément à la base de ces institutions.

Ce postulat d'égalité ne se réduit pas à un principe de légitimation de l'État de droit et de la démocratie moderne. Il affirme, de manière beaucoup plus fondamentale, «l'égalité de n'importe qui avec n'importe qui²», remet en question la représentativité des institutions dites représentatives et questionne le caractère «participatif» de formes institutionnalisées de participation politique. Il s'agit ainsi de l'instauration d'une nouvelle forme de citoyenneté qui déborde de la seule égalité des citoyens devant la loi et devant l'urne, afin d'affirmer la capacité de tous à statuer sur la légitimité de la loi ou de l'organisation de la société, sans passer par la représentation politique et la délégation du pouvoir.

C'est ce même postulat d'égalité qui se trouve derrière les grandes marches autochtones, mais aussi paysannes, comme celles de la CONAIE (Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur), qui se succèdent régulièrement depuis 1990. Bien que ces marches semblent reposer sur des considérations identitaires, culturelles ou ethniques, la figure de l'«indianité» est plutôt le fruit d'une unification politique basée sur une relation d'exclusion. Celle-ci est commune à diverses nations autochtones n'ayant aucun lien d'ethnicité entre elles. C'est pourquoi ces marches et d'autres luttes autochtones ont pu bénéficier de la solida-

rité d'autres secteurs de la société, culminant parfois dans des soulèvements populaires qui ont conduit à la destitution de présidents – par exemple, Bucaram (1997) et Mahuad (2000) en Équateur, ou Sánchez de Lozada (2003) en Bolivie.

ACTIONS COLLECTIVES CONTESTATAIRES

Cette convergence de diverses positions autour d'une indignation commune se réalise aussi à travers les Amériques, sans avoir nécessairement des Autochtones comme principaux protagonistes. Des dizaines d'autres présidents élus sont tombés sous la pression de la rue: Collor de Mello (1992) au Brésil, Cubas (1999) au Paraguay, Fujimori (2001) au Pérou, de la Rúa (2001) en Argentine, Gutiérrez (2005) en Équateur et ainsi de suite. Les luttes des uns interpellent les luttes des autres dans la reconnaissance de la possibilité et de la légitimité de faire sécession.

Un nombre impressionnant de manifestations de masse et de *puebladas* (soulèvements populaires) ont aussi conduit à des repositionnements radicaux dans le paysage politique d'Amérique latine. Pensons au *Caracazo* au Venezuela, en 1989; à la «guerre de l'eau» et la «guerre du gaz» en Bolivie, en 2000, 2003 et 2005; et à l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca au Mexique, en 2006.

Pour beaucoup, le point commun de ces actions collectives contestataires serait de s'opposer au néolibéralisme et d'être à l'origine des virages à gauche électoraux. Pourtant, elles ont leur dynamique propre, indépendante et parfois

Imaginaires religieux dans les luttes sociales

MARIE-CHRISTINE DORAN

Depuis quelques années, un phénomène nouveau émerge en Amérique latine: des rituels religieux populaires apparaissent dans des luttes sociales traditionnellement laïques. Par exemple, au Brésil, le Mouvement des sans-terre (MST) a introduit dans ses rencontres des rituels religieux œcuméniques appelés *Mística*. De même, au Mexique, les *Asambleas de Barrios* (assemblées de quartier), qui luttent pour le logement, ont incorporé de nouveaux rituels religieux dans leurs réunions. Les actions directes de prises de terrain dans plusieurs États mexicains sont également marquées par ces rites. Depuis 2009, au Chili, le mouvement de luttes contre l'impunité en matière de droits humains se caractérise par l'émergence de pratiques religieuses populaires, comme la construction des *animitas*, petites cabanes destinées à commémorer des morts violentes, injustes ou survenues dans de grandes

souffrances alors que ce mouvement n'avait jamais présenté de dimension religieuse auparavant. Loin d'être une pratique marginale, la construction des *animitas* pour marquer la mémoire de martyrs populaires de la dictature chilienne est même diffusée sur YouTube.

Ces exemples témoignent de la vitalité d'une religiosité populaire en Amérique latine, qui prend sa source notamment dans l'appropriation du christianisme par les populations autochtones. Il s'agit là d'une nouvelle étape d'une longue tradition latino-américaine d'expressions religieuses populaires aux côtés des luttes sociales et d'émancipation. La résonance populaire de la catégorie de «peuple» illustre ce phénomène d'appropriation religieuse et politique, notamment en Argentine¹ et dans la mouvance de la théologie de la libération, ainsi que dans les processus de libération nationale au Guatemala, au Salvador et au Nicaragua. On peut remonter encore plus loin dans l'histoire pour saisir l'importance de l'appropriation populaire du religieux dans les moments-clés des combats d'émancipation des populations latino-américaines. Au Mexique, la figure bien connue de la Vierge de Guadalupe est une appropriation populaire du religieux pour lutter contre

L'auteure est professeure à l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa

même antagonique vis-à-vis de ces gouvernements dudit virage à gauche. D'une part, les manifestations de masse, les blocages de routes et autres actions directes spontanées se poursuivent au sein même de ces États. Mentionnons par exemple, en Bolivie, les manifestations massives contre la hausse du prix de l'essence décrétée par Morales, en 2010, et le conflit généré par le projet de construction de route dans un parc national protégé (TIPNIS). Pensons aussi aux nombreux conflits en Équateur, où des communautés autochtones s'opposent à l'exploitation pétrolière ou minière sur leurs territoires. Dans ces deux derniers cas, l'action met les discours officiels proclamant le respect de la *Pachamama* (Terre-Mère) en contradiction avec un modèle de développement « extractiviste », qui se légitime au nom d'une certaine redistribution sociale de la richesse.

D'autre part, et surtout, il faut considérer que ces actions de la base ne font pas que s'opposer à une loi ou à un gouvernement précis, mais interrogent plus profondément la légitimité de ceux qui prétendent gouverner ou représenter la population³. Cette force indomptable n'

Cette force indomptable n'attend pas qu'une idéologie, une organisation, un parti ou un leader lui fournisse l'unité et le sens de son action, mais s'interpelle elle-même, dans et par l'action.

tend pas qu'une idéologie, une organisation, un parti ou un leader lui fournisse l'unité et le sens de son action, mais s'interpelle elle-même, dans et par l'action. Ces actions manifestent ou font apparaître une force qui se donne à voir, non pas tant pour les gouvernements en place que pour l'ensemble de la société et pour elle-même. Une force qui ne propose rien en particulier mais qui, par le fait même, permet la convergence d'une série de griefs, de désirs et de luttes.

D'aucuns voudraient que ces mouvements spontanés des masses s'organisent, qu'ils formulent des demandes concrètes ou des projets de transformation sociale. Pourtant, ces mouvements sont déjà en quelque sorte « organisés ». Ils sont le résultat contingent de milliers d'organisations politiques et sociales qui

militent quotidiennement dans des luttes spécifiques et qui, à certains moments devant des actes « inacceptables » – symboles d'une oppression commune –, convergent autour d'une action de masse. Si on cherchait à les institutionnaliser, cela reviendrait à les intégrer dans les structures de la domination qu'ils permettent de dévoiler. Leurs actions ne seraient plus en mesure d'interpeller et de faire participer ceux-là mêmes qui sont exclus de ces institutions et qui, par leur capacité à s'autoconvoyer, ont déjà opéré de profonds changements qui continuent à se produire sous nos yeux. ●

2. Jacques Rancière, *Aux bords du politique*, Paris, Gallimard, 2004, p. 113.
3. André Corten, Catherine Huart et Ricardo Peñafiel (dir.), *L'interpellation plébéienne en Amérique latine. Violence, actions directes et virage à gauche*, Paris/Montréal, Karthala/PUQ, 2012 (à paraître).

l'oppression et l'injustice. C'est en 1531 que sont rapportées des apparitions de cette Vierge Marie aux traits indiens, que les Aztèques nomment d'abord « Santa María Tozantzin », alliant figure chrétienne et divinité aztèque. En 1669, une grande manifestation indienne invoquant la Vierge de Guadalupe fait cesser la peste à Mexico. Le culte de la *Virgen morena* (vierge brune) par des populations indiennes se répandra rapidement partout sur le territoire qui couvre aujourd'hui le Mexique et le Guatemala, sans l'aide des Espagnols qui ont refusé de reconnaître ce culte pendant plus de 150 ans.

Porteuse d'un message d'égalité entre les peuples, la Vierge de Guadalupe a ensuite été reprise par les Mexicains comme le symbole fondateur d'une nation métisse aspirant à s'émanciper de la domination espagnole. Elle est aussi le symbole d'une option en faveur des pauvres et des opprimés : « vous êtes tous mes fils et Dieu vous aime tous », dit la Vierge de Guadalupe à son interlocuteur aztèque Juan

Diego, selon les codex rapportant les apparitions. La *Morenita* continue d'être un fort symbole de résistance au sein des luttes en Amérique latine, bien qu'elle ait maintenant été récupérée par la « bonne société » mexicaine.

Qui va sur le terrain latino-américain la croise à chaque détour : faut-il alors s'étonner que les habitants d'un bidonville d'Oaxaca, ayant réalisé une prise de terrain, rapportent une apparition de la Vierge de Guadalupe qui aurait laissé son image sur une pierre pour leur montrer sa présence dans leur nouvelle communauté? Ou encore que les habitants du village d'Atenco, qui luttent contre l'expulsion en vue de la construction d'un aéroport, trouvent eux aussi l'image de la Vierge sur un *comal* servant à fabriquer les tortillas qui nourrissent les manifestants? Faut-il s'étonner qu'ils apportent cette image dans toutes leurs manifestations, réprimées dans la violence, pour signifier la présence de leur communauté unie devant la répression? Sans jamais évincer la dimension sociale et politique des luttes, la dimension religieuse se réinvente et se réactualise en Amérique latine. ●

1. Cucchetti, Humberto, « Religión y política en Argentina: trayectorias peronistas entre el catolicismo y el nacionalismo », <www.nuevomundo.revues.org/index30465>.

L'étincelle écosocialiste

L'Amérique latine se réveille, se soulève même. En cherchant à rompre avec le mode de production et de consommation dominant, elle brise le continuum de l'histoire et réclame la création d'un autre monde. Pour beaucoup, l'écosocialisme représente cette voie alternative.

LUIS MARTÍNEZ ANDRADE

L'auteur, doctorant en sociologie à l'École des hautes études en sciences sociales à Paris, a récemment publié *Religión sin redención. Contradicciones sociales y sueños despiertos en América latina* (Éd. de Medianoche, Zacatecas, 2011)

Durant trois décennies (1970-2000), l'Amérique latine a souffert de l'expérience d'un système capitaliste à visage néocolonial. Certes, partout le système capitaliste se caractérise par le fétichisme du marché, l'accumulation du capital comme but en soi, l'appât du gain, la domination de la valeur d'échange de la marchandise, le productivisme et la logique du profit. Mais à la périphérie, comme en Amérique latine, la domination du capital prend des allures tragiques et grotesques, par le bouleversement des traditions et des identités, la rupture des liens sociaux et l'extinction des peuples et des cultures.

La modernité hégémonique masque le vrai visage du capitalisme : la marchandisation de la vie, le saccage des ressources naturelles, la pollution accrue des fleuves, des rivières et des mers, la déforestation – notamment l'agression de l'Amazonie –, bref, la destruction de la nature et la continuité sous bien des formes de l'exploitation humaine.

Mais en même temps, les groupes opprimés et les mouvements paysans et indigènes ont appris, essayé et développé des méthodes de résistance, voire des alternatives au modèle hégémonique. Ces pratiques à contre-courant se nourrissent non seulement d'éléments progressistes de la tradition (le respect de la nature, le primat du bien commun sur l'intérêt individuel, le lien avec la terre, l'éthique de la solidarité, l'économie morale), mais aussi des dimensions libératrices de la modernité. Parmi celles-ci, il y a la démocratie au sens non bourgeois du terme, c'est-à-dire la participation et la délibération populaires, et l'utilisation de la technologie en fonction des besoins de la société.

RÉSISTANCES PAYSANNES ET INDIGÈNES

Au sein des luttes paysannes latino-américaines, nous assistons actuellement à une convergence du socialisme et de l'écologie. Cette alliance participe d'un courant politique contemporain : l'écosocialisme. Le philosophe français André Gorz, un des inspirateurs de l'écosocialisme en Europe, insistait sur la nécessité de reconsidérer le monde vécu comme une dimension essentielle de l'existence et de défendre son milieu de vie dans le cadre d'un processus d'émancipation à l'égard de la rationalité économique dominante. Pour lui, l'économie de la gratuité et l'auto-

production communale coopérative représentent des utopies concrètes pour une véritable écologie politique. À cet égard, les luttes sociales et politiques radicales de deux mouvements sociaux brésiliens sont emblématiques.

Pensons d'abord au combat initié par le syndicaliste Francisco Mendès Alves Filho, plus connu sous le nom de Chico Mendes, dans les années 1970-1980. Cette lutte montre bien le lien entre la défense de la forêt amazonienne et le refus du capitalisme agricole prédateur. Fondateur des syndicats ruraux de Basiléia et de Xapuri, dans l'État d'Acre au Brésil, Chico Mendes est l'instigateur d'une lutte non-violente contre la déforestation de la forêt amazonienne portée par les *seringueiros* – des paysans

Au sein des luttes paysannes latino-américaines, nous assistons actuellement à une convergence du socialisme et de l'écologie.

vivant de la récolte artisanale de latex tiré de l'arbre à caoutchouc amazonien. Avec leurs familles, ils formaient une chaîne humaine pour bloquer les bulldozers de l'agro-business et des latifundistes (grands propriétaires terriens). Bien vite, les *seringueiros* ont trouvé un allié dans les communautés indigènes d'Amazonie. Ensemble, ils ont fondé l'Alliance des peuples de la forêt, en mars 1989. Chico Mendes, qui sera assassiné peu de temps avant, en décembre 1988, par des tueurs à gage à la solde d'un latifun-

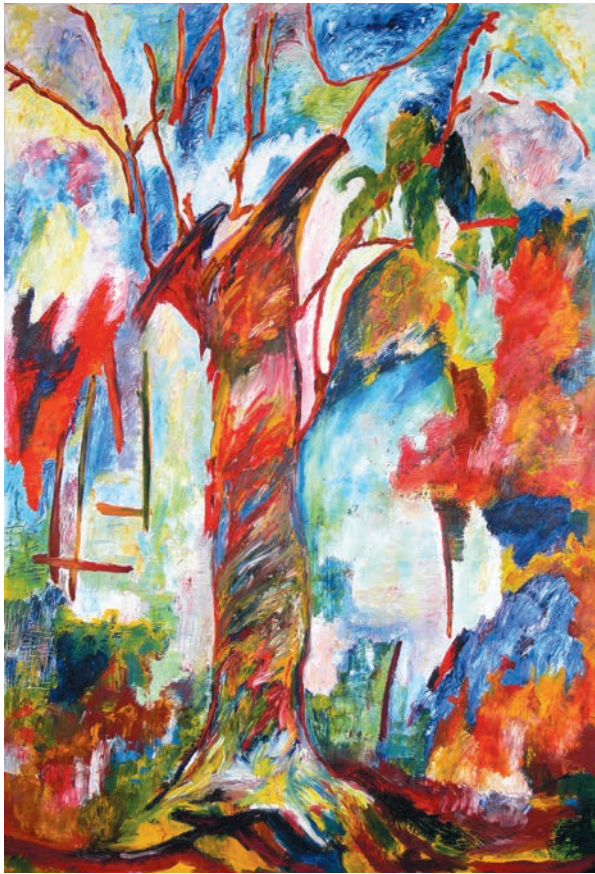
La nationalisation du pétrole

JOSÉ LUIS FUENTES

La nationalisation récente du pétrole au Venezuela, en Équateur et en Bolivie, a pour objectif d'assurer, d'une part, une plus grande présence de l'État en tant qu'acteur prédominant dans la formulation et la réalisation des politiques pétrolières et, d'autre part, de garder la main sur les profits afin de garantir les revenus nécessaires au déploiement de programmes sociaux. Il ne s'agissait pas d'expulser des sociétés étrangères; elles ont pu continuer d'exploiter les champs pétroliers et de chercher de nouveaux gisements.

Pour comprendre la situation actuelle, il faut revenir une soixantaine d'années en arrière. À la fin des années 1950, le Venezuela a revendiqué la souveraineté sur ses ressources naturelles en réclamant aux pays qui les consommaient et aux entreprises qui les exploitaient une meilleure répartition des profits. Cela a conduit à

L'auteur est doctorant à la Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO) en Équateur



diste, a bien expliqué le sens de cette alliance contre un ennemi commun, le capitalisme prédateur qui envahit leurs terres : « ensemble, nous pouvons défendre la nature qui est le lieu où nos gens ont appris à vivre, à élever leurs enfants et à développer leurs capacités, en harmonie avec la nature, l'environnement et tous les êtres qui habitent ici ».

1. Voir « La théologie de la libération, d'hier à aujourd'hui », *Relations*, n° 752, novembre 2011.

La figure de Chico Mendes illustre trois aspects caractéristiques de l'imaginaire sociopolitique des mouvements sociaux latino-américains : une lutte écologique des pauvres, dont l'enjeu est pour eux une question de vie et de mort; un christianisme de libération exprimé d'une manière particulière dans la théologie de la libération¹; un marxisme latino-américain (voir l'œuvre de José Carlos Mariátegui) sensible aux dimensions émancipatoires de la religion et des cultures indigènes.

LE MOUVEMENT DES SANS-TERRE

Une autre lutte emblématique de l'alliance entre le socialisme et l'écologie, qui s'inscrit dans le sillage de l'héritage de Chico Mendes, est portée par le plus grand mouvement paysan de la lutte pour la terre au Brésil : le Mouvement des sans-terre (MST). Celui-ci devient le sujet de sa propre émancipation en pratiquant une politique offensive de réforme agraire, qui consiste à créer des *assentamentos* – parcelles de terre sur lesquelles s'établissent des paysans sans terre bénéficiaires de la réforme agraire. En 2009, on en dénombrait plus de 8000 dans tout le pays. Cependant, le combat du MST ne se limite pas à la possession de la terre; il vise aussi l'émergence d'une nouvelle société où l'agriculture paysanne, en tant que modèle opposé à celui de l'agro-business, sera en harmonie avec la nature. D'une façon générale, ce mouvement paysan essaie de détruire la triade latifundio-ignorance-capital, sur laquelle se fonde le système d'exclusion et de dépossession.

Claudia Bernal, sans titre (série *Femme cherche maison*), 2000, huile sur toile

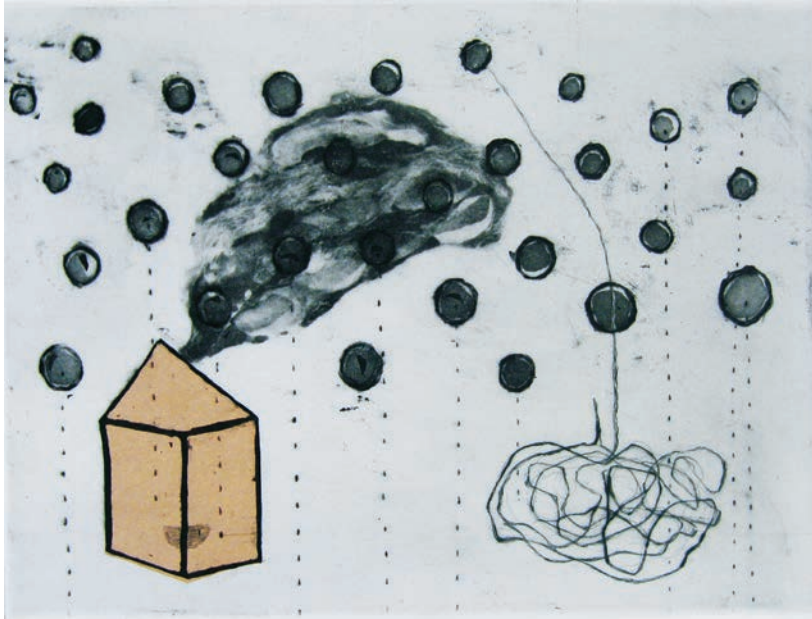
l'enclenchement d'un processus de nationalisation de l'industrie pétrolière vénézuélienne et à la création de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), en 1960 – dans laquelle le Venezuela a joué un rôle déterminant. En Bolivie, la révolution nationaliste des années 1950 a permis l'arrivée d'un gouvernement qui défendait les intérêts de la majorité de la population et qui brisait la mainmise des oligarchies – minières, par exemple – sur l'économie et la politique boliviennes. Dans le cas de l'Équateur, la découverte du potentiel pétrolifère de la région amazonienne, dans les années 1960-1970, a été à l'origine du coup d'État militaire de 1972. Un discours nationaliste a accompagné la réalisation d'un projet de modernisation financé à même les ressources provenant de l'exploitation des champs pétroliers, déclarés alors « ressources stratégiques nationales ».

MOUVEMENTS DE PRIVATISATION

À la suite de la crise économique mondiale des années 1970 et de la crise de la dette des années 1980 – qui a mis la table aux modèles néolibéraux de développement –, ces trois pays ont décidé d'appliquer des politiques d'ouverture aux

investissements privés de l'industrie d'hydrocarbures et minière. L'objectif des politiques pétrolières, tant au Venezuela qu'en Équateur, était d'accroître les niveaux de production en investissant à l'étranger afin d'y assurer des marchés, des acheteurs. Dans le cas vénézuélien, notamment, le gouvernement s'est engagé dans un vaste plan à trois volets : l'exploration de nouvelles zones de production, la reprise de la production de gisements anciens et l'expansion de l'industrie en acquérant des raffineries aux États-Unis et en Europe. Ce dernier volet impliquait que l'entreprise nationale *Petróleo de Venezuela S. A. (PDVSA)* commercialise des dérivés dans le marché nord-américain et acquière une plus grande autonomie dans la gestion des ressources par rapport au gouvernement, ouvrant ainsi la voie à la privatisation.

En ce qui concerne l'Équateur, le gouvernement a commencé à appliquer une nouvelle politique pétrolière en 1992. Celle-ci visait à augmenter la production dans les gisements pétroliers existants, en ayant recours aux investissements privés. Elle se voulait une réponse à la crise économique des années 1980, qui a particulièrement affecté la capacité de l'État de financer les programmes économiques



Claudia Bernal,
Traversée I, 2008,
eau-forte, aquarelle,
pointe-sèche,
chine collé

Il est vrai que pour effectuer une véritable réforme agraire, il faut changer les structures actuelles du pouvoir. En ce sens, le MST est conscient du rôle important du débat politique et de la lutte sociale. Contrairement à la logique capitaliste, qui est en train d'épuiser les ressources naturelles, une réforme agraire doit changer les paradigmes de production de l'énergie et des aliments, en lien avec la technologie. C'est ainsi que le MST récupère les exigences des ligues paysannes brésiliennes des années 1950 et 1960 et œuvre en faveur de la démocratisation de la société, en prenant au sérieux les rapports de pouvoir et les conflits de classes. Ces ligues paysannes avaient pour but non seulement la réforme agraire, mais également la défense des

droits des paysans, l'amélioration de leurs conditions de vie et, bien entendu, la construction d'une société démocratique. Après le coup d'État de 1964, elles furent durement réprimées, démembrées et leurs leaders assassinés.

Par ailleurs, le MST a manifesté sa solidarité avec des groupes indigènes non seulement dans leur combat pour l'accès à la terre, mais également dans leur lutte contre l'agrobusiness et la monoculture. En appui à leurs revendications, il garde une distance très critique par rapport aux «projets pharaoniques» de construction de barrages hydroélectriques en Amazonie. Ces projets, qui bénéficient princi-

palement aux élites du pays et aux grandes entreprises transnationales, ont des conséquences environnementales dramatiques. Les critères écologiques sont déterminants dans les prises de décision du MST. La notion de progrès, propre au capitalisme et à sa logique conduisant à la destruction des écosystèmes, ne guide pas les orientations du mouvement, ni celles de la plupart des autres mouvements sociaux. Le MST ne refuse évidemment pas la technologie. Mais il refuse d'en faire une fin en soi, comme le fait l'idéologie de la croissance. En somme, la convergence entre les préoccupations écologiques et les demandes sociales s'exprime autant dans le discours que dans les pratiques de ces mouvements.

et sociaux et qui l'a obligé à combler les déficits budgétaires chroniques. Ainsi, durant cette période, le secteur pétrolier a été partiellement privatisé.

LA REPRISE EN MAIN

Au milieu des années 1990, tant le discours souverainiste que les processus de nationalisation des ressources naturelles étaient considérés comme désuets et choses du passé. Mais à la fin de la décennie, les systèmes politiques du Venezuela, de la Bolivie et de l'Équateur ont été ébranlés par un mécontentement croissant de la population et des acteurs politiques et économiques à l'égard des politiques néolibérales. La baisse du prix du pétrole, en 1998, et la crise économique qui s'ensuivit ont permis aux organisations émergentes, comme le Mouvement de la Cinquième République, au Venezuela, d'exiger le retrait de la politique d'«ouverture pétrolière», qui a pavé la voie à la privatisation du secteur pétrolier et ainsi privé l'État de rentes. Cette proposition a été intégrée à la plate-forme de luttes qui a conduit Hugo Chávez au pouvoir.

Une fois élu à la présidence du Venezuela, en 1998, Hugo Chávez tient un discours clairement nationaliste. Cela a

plusieurs conséquences sur l'industrie pétrolière. D'abord, l'exécutif politique exerce un contrôle plus grand sur l'entreprise PDVSA et ses filiales. Ensuite, l'État devient propriétaire majoritaire des opérateurs pétroliers qui avaient été livrés à des multinationales dans la période des politiques d'ouverture. Enfin, un projet d'intégration énergétique est mis de l'avant afin de diversifier les marchés. Ces mesures sont appliquées dans un contexte de conflits qui polarisent la société vénézuélienne. D'un côté, les partis politiques traditionnels, l'élite économique et syndicale et une grande partie de PDVSA s'opposent aux politiques de Chávez; de l'autre, de nombreux mouvements de gauche et organisations populaires appuient la décision du gouvernement d'augmenter les dépenses sociales par le contrôle et la distribution de la rente pétrolière. La confrontation politique de plus en plus aiguë se vit aussi au sein des forces armées. Une partie d'entre elles s'allie à l'opposition et, avec l'appui des États-Unis, tente sans succès un coup d'État le 11 avril 2002. En décembre 2002, une nouvelle tentative de déstabilisation, soutenue encore là par les États-Unis, prend la forme d'une grève lancée conjointement par les patrons et le syndicat de l'entreprise PDVSA, la

PROJET SOCIOPOLITIQUE

Telles sont donc, brossées à gros traits, les étincelles écosocialistes ces mouvements sociaux latino-américains. Il va sans dire que ces mouvements ne capituleront pas devant «l'eau glaciale du calcul égoïste» (Marx), dès lors que leurs rêves éveillés continueront à esquisser une société plus égalitaire, plus juste, plus démocratique. En ce sens, l'écosocialisme comme projet sociopolitique interpelle tous ceux et toutes celles qui rêvent d'un autre monde.

Car si on prend le cas du Brésil, en dépit de l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement «de gauche» comme celui du Parti des travailleurs de Lula, la réforme agraire reste une demande non satisfaite alors que la production d'éthanol

ne cesse de croître. L'alliance que le gouvernement de Lula a établie avec l'agro-business a provoqué non seulement une hausse du prix des denrées alimentaires (en raison de la production de carburants à base de soja ou de sucre), mais aussi de terribles conséquences sur l'environnement.

En somme, la convergence entre les préoccupations écologiques et les demandes sociales s'exprime autant dans le discours que dans les pratiques de ces mouvements.

D'où l'urgence de pratiquer une démocratie radicale qui aura pour but de rompre avec le système hégémonique et de libérer la nature et les peuples opprimés. ●

Confédération des travailleurs du Venezuela, opposés à Chávez. L'objectif est de paralyser l'économie pour faire chuter le gouvernement. Mais trois mois plus tard, le gouvernement reprend le contrôle de l'entreprise et licencie 18 000 cadres et travailleurs accusés de boycotter ses activités.

En Équateur, l'application des mesures nationalistes a débuté en 2006 avec la révocation par l'État d'un contrat qui le liait à Occidental Petroleum, une grande pétrolière américaine. Le gouvernement équatorien a ensuite assuré une meilleure répartition des profits sans précédent, générés par la hausse des prix du pétrole de 2003. Enfin, le gouvernement de Rafael Correa a renégocié tous les contrats pétroliers de manière à ce que l'État impose dorénavant sa souveraineté sur le pétrole non raffiné.

En Bolivie, une fois arrivé au pouvoir, le gouvernement d'Evo Morales a décrété la nationalisation de l'industrie gazière. Cela a particulièrement affecté les intérêts de l'entreprise brésilienne Petrobras et de Repsol, une société argentine. À la suite de négociations avec les gouvernements de ces deux pays, Petrobras et Repsol ont accepté l'élévation de la valeur du gaz extrait.

POUR PROLONGER LA RÉFLEXION

LIVRES

AJOIT, Guy, HOUTART, François et DUTERME, Bernard, *Amérique latine : à gauche toute?*, Louvain-la-Neuve/Charleroi, CETRI/Couleurs livres, 2008.

BRUNELLE, Dorval, *Chroniques des Amériques. Du Sommet de Québec au Forum social mondial*, Québec, PUL, 2010.

CORTEN, André (dir.), *Les frontières du politique en Amérique latine. Imaginaires et émancipation*, Paris, Karthala, 2006.

DUMÉNIL, Gérard et LÖWY, Michael (dir.), *L'Amérique latine en lutte hier et aujourd'hui*, Paris, PUF, 2007.

HARNECKER, Marta, *Amérique latine, laboratoire pour un socialisme du XXI^e siècle*, Paris, Utopia, 2010.

HERRERA, Rémy, *Les avancées révolutionnaires en Amérique latine : des transitions socialistes au XXI^e siècle?*, Lyon, Parangon-VS, 2010.

MARQUES-PEREIRA, Bérengère et GARIBAY, David (dir.), *La politique en Amérique latine. Histoires, institutions et citoyennetés*, Paris, Armand Colin, 2011.

MOUTERDE, Pierre, *Quand l'utopie ne désarme pas : les pratiques de la gauche latino-américaine*, Montréal, Écosociété, 2002.

ORTIS, Jean (dir.), *De Bolivar aux libertadors d'aujourd'hui, l'Amérique latine insoumise*, Paris, Atlantica, 2011.

PEÑAFIEL, Ricardo et al. (dir.), *Penser le politique en Amérique latine : la recreation des espaces et des formes du politique*, Paris, Karthala, 2009.

SAINT-UPÉRY, Marc, *Le rêve de Bolivar : le défi des gauches-sud-américaines*, Paris, La Découverte, 2007.

TOUSSAINT, Éric, *Banque du Sud et nouvelle crise internationale : alternatives au capitalisme néolibéral*, Liège/Paris, CADTM/Syllepse, 2008.

VOMMARO, Gabriel (dir.), *La carte rouge de l'Amérique latine*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2008.

REVUES

À bâbord!, dossier «Amérique latine : virage à gauche», n° 27, janvier 2009.

Alternatives Sud, revue du Centre tricontinental (CETRI)

Caminando, revue du Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL)

Manière de voir, dossiers «Amérique latine rebelle», n° 90, janvier 2007; «L'Amérique latine en effervescence», n° 69, juillet 2003.

Problèmes d'Amérique latine, dossiers «Mutations des gauches latino-américaines», n° 71, 2009; «Amérique latine, conflits et environnement», n° 70, 2008.

Relations, «La théologie de la libération, d'hier à aujourd'hui», n° 752, novembre 2011; M. Mazalto, «Climax politique en Bolivie», n° 742, août 2010; R. Peñafiel, «La droite au pouvoir au Chili : changement ou continuité?», n° 741, juin 2010; «Le combat contre l'impunité», n° 739, mars 2010 et plusieurs autres au <www.revue.relations.qc.ca>.

FILMS

Evo Morales : la voix d'un peuple de Bruno Lora et Grégoire Schepard, 2007.

L'Amérique Latine à la reconquête d'elle-même de Gonzalo Arijon, France, 2009.

Les femmes de la Brukman de Isaac Isitan, Québec, 2006.

SITES

<www.cetri.be> : Centre tricontinental

<www.cadtm.org> : Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde

<www.cdhal.org> : Comité pour les droits humains en Amérique latine

<www.gripal.ca> : Groupe sur les imaginaires politiques en Amérique latine

<www.ameriques.uqam.ca> :

Observatoire des Amériques

<www.cerium.ca/REAL> : Réseau d'études sur l'Amérique latine



Variation 4

L'instant suffisant

TEXTE : SUZANNE JACOB

PEINTURE : MARIE SURPRENANT

Passé trois heures, dans la lumière déjà défaite de l'Avent, le peintre avait étalé ses toiles en contrebas du trottoir où on trouve l'entrée de la librairie.

J'arrivais de l'épicerie, du dépanneur, de la station-service, de la boulangerie où chaque caissière, caissier, pompiste, m'avait à tour de rôle demandé si j'allais bien. À chacun, sauf à celle qui avait les yeux gonflés de chagrin, à qui j'avais suggéré qu'elle avait peut-être besoin d'un petit dodo et dont les yeux s'étaient aussitôt remplis de larmes, j'avais répondu : « Bien merci, et vous? » Le peintre a remis ça. Est-ce que j'allais bien? Réflexion faite, mal ou bien, je ne savais pas du tout où j'allais. J'ai montré le ciel :

– Je vais bien merci, mais où?

– Le ciel est avec moi, a dit le peintre, et l'instant présent me suffit.

– Vous le tenez?

– Évidemment, puisque je le crée. Il suffit de le créer pour le tenir, et lorsque vous le tenez, il est suffisant.

Il parlait de l'instant présent, le suffisant.

Suis-je bête, suis-je bête, me suis-je dit, j'en parlerai à Marie Surprenant, il faut partir à la pêche à l'instant. Ce méné vif, ils sont des milliers à le tenir sous leur loupe et à s'en faire une contemplation. Et nous, qui sommes-nous, petit nombre effaré d'entendre la morue mourante taper de la queue au fond des barques, petit nombre affairé à réciter les noms des femmes Shafia comme autant de noms d'étoiles d'une constellation noyée au fond de la Voie lactée – Zainab, Sahar, Geeti, Rona? Quel nuage toxique alourdit nos paupières et retarde l'invention du leurre d'un instant borné de tous côtés par la méditation, un instant sans famine, sans guerre, sans viol, sans extorsion, sans torture, au sein duquel on mastiquerait intensément ses pâtes et son bien-être, son retrait, sa neutralité, sa non-ingérence, son non-moi?

« Mastique bien, mastique longtemps, et parle à ta bouchée. » Et ensuite, on avale? On sort dehors et on secoue la nappe en appelant les oiseaux? Marie me dira-t-elle que plus personne ne secoue la nappe, qu'on fabrique du pain sans miettes, du tabac sans cendre, de la flamme sans fumée?

J'ouvre la main et c'est toujours ma main. Je ferme la main et c'est un poing.

Quand j'étais enfant, j'étais, comme la plupart des enfants, simultanément plusieurs enfants qui formaient une petite bande, comme un banc de ménés, à s'engouffrer dans l'église dès l'aube pour prendre sa part et sa place dans le théâtre d'une idée du temps. Cette idée du temps voulait que le début de la liberté – peuple debout, fin de la misère, on ne se fait plus mal, on rachète les pierres et les couteaux, les fusils, les canons, les bombes – soit un événement perpétuellement actuel. Cet événement de la liberté se déversait dans le temps et le remplissait tout entier. Le temps était comble de liberté, on ne pouvait ni en ajouter ni en retirer un instant, pas une seule note, pas une voyelle, pas même un iota,

car la suffisance existe-t-elle au comble d'une liberté toujours en train de survenir? Qui serait assez fou pour lui prélever, à cette liberté, un chouïa de moelle pour s'en faire un chewing-gum antistress?

On vous arrache bien un rire, parfois? Et les larmes, on vous les tire aussi?

Je voudrais parler de la solitude du méné captif.

Est-ce qu'il cherche désespérément à retrouver sa bande en nageant dans son bocal?

Est-ce que le banc de poissons qu'il était, il l'hallucine? Et l'hallucinant, il s'y retrouve?

Voici alors un ciel sans refuge, violemment offert,

qui se crépuscule et se délivre, qui se comble et nous comble

car nous sommes en lui soulevés et démunis, défaits et désarmés,

nous sommes en lui, nous sommes les astres toujours médités,

rose magenté, violet oxydé, terre océane, laine et sirop brûlés, odeurs et toits,

et pour toujours cette encre bleu noir trouée d'étoiles, mon ami, mon amie,

un même verre peut-il contenir au même instant le lait et le vin?



Dans l'encre échantée d'un crépuscule toujours inquiet, toujours en alerte, toujours en vigile, amour déchiré d'inquiétude, car quelqu'un se propose de noyer les constellations dans l'écluse,

de briser la rédemption comble et la rémission d'un cancer pour s'en faire une serviette de table imprimée sur laquelle tu liras, au moment d'essuyer tes commissures,

où te rendre ce mois-ci pour te payer, en faisant des économies, des instants de la liberté en solde. ●

Pictures of nothing 43, 2009,
huile sur papier, 86 X 66 cm



La Palestine : vers un État sans nation?

Pour comprendre les enjeux entourant la demande de reconnaissance d'un État palestinien, un détour par l'histoire s'impose.

VINCENT ROMANI

L'auteur est professeur au Département de science politique de l'UQAM

En septembre 2011, Mahmoud Abbas, président contesté de l'Autorité palestinienne et du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), lançait l'initiative diplomatique nommée « Palestine 194 ». Celle-ci consistait à demander que la Palestine soit accueillie comme le 194^e État membre de l'Organisation des Nations unies (ONU), en vertu de sa résolution 181 de 1947 et de la proclamation de l'État palestinien en 1988. Cette initiative est destinée à inscrire un succès diplomatique au bilan de l'Autorité palestinienne, après dix-sept ans d'échecs politiques successifs. Pour en comprendre le sens, il importe de la situer dans le contexte historique et politique. Cela permet de voir qu'un éventuel succès de la revendication étatique actuelle n'aurait au mieux qu'un effet cosmétique sur la situation politique concrète des Palestiniens. De nation sans État, les Palestiniens sont

aujourd'hui menacés d'avoir un État sans nation.

LA PALESTINE SOUS MANDAT BRITANNIQUE

La forme étatique moderne en Palestine germe au carrefour historique de la chute de l'Empire ottoman lors de la Première Guerre mondiale. Un premier gouvernement est formé en Palestine par la Grande-Bretagne, en tant que puissance mandataire de 1922 à 1948, qui s'octroie ce territoire alors détaché de la circonscription syrienne de l'Empire ottoman déchu. L'objectif sioniste émergeant dès la fin du XIX^e siècle est l'établissement d'un État juif sur le maximum de territoires de la Palestine. Mais les habitants non juifs (chrétiens et musulmans), unanimes contre ce projet, ne forment pas aussitôt le contre-projet symétrique d'un « État palestinien ». Ils inscrivent plutôt leur combat dans le cadre historique de la lutte panarabe et panislamique de la région, où une spécificité politique palestinienne peine à émerger. La forte intégration sociale, économique et politique de la région rend illégitime à leurs yeux le découpage des frontières mandataires.

La politique britannique met en œuvre un « gouvernement de la Palestine », conférant à tous les administrés – juifs, musulmans et chrétiens – une commune nationalité palestinienne, assortie d'un même passeport. L'arabe, l'hébreu et l'anglais sont les trois langues officielles de cette première Palestine. Les luttes subséquentes ont pour enjeu, chez les sionistes, la judaïsation de ce cadre palestinien. Elles feront oublier qu'arabité n'exclut pas judéité et produiront une opposition durable, anthropologiquement fautive, entre juifs et arabes. Le conflit croisé

entre sionistes, britanniques et autochtones non juifs aboutit à un enchaînement d'événements bien connus : la guerre civile ; la résolution 181 de l'ONU, en 1947, qui partage la Palestine entre deux États, arabe et juif ; le retrait britannique et la proclamation de l'État d'Israël, en mai 1948 ; la guerre israélo-arabe et la défaite des États arabes.

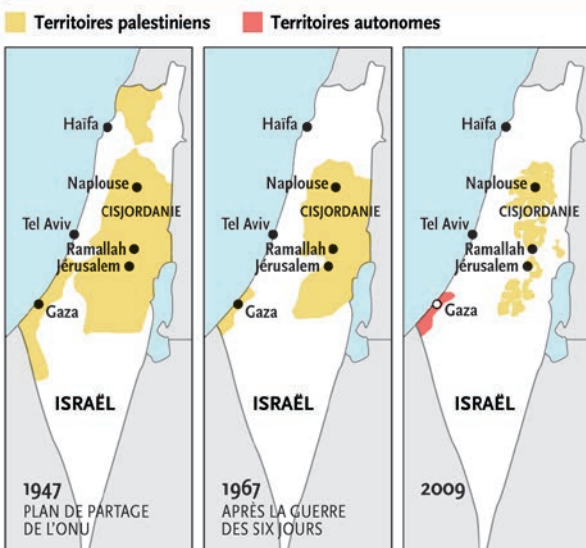
UNE ENTITÉ PALESTINIENNE

Au moment du cessez-le-feu des guerres de 1948-1949, l'État israélien s'étend sur 78% de la Palestine, alors que la résolution 181 lui en avait accordé 54%. Les 22% restants correspondent à la Cisjordanie, occupée, puis annexée par la Jordanie actuelle en 1950, et à la bande de Gaza, administrée militairement par l'Égypte. Mais surtout, près de 750 000 Palestiniens – soit les trois quarts des habitants non juifs – sont expulsés hors des nouvelles frontières d'Israël, symbolisées par la Ligne verte¹.

S'ouvre une période de compétition entre États arabes pour la cause palestinienne et les résidus territoriaux des guerres de 1948, où la « Palestine » politique, création anglaise multicommunautaire, devient le fruit d'une conception arabiste, instrumentalisée par des États concurrents et nommée « entité palestinienne ». L'Organisation de libération de la Palestine (OLP) est créée en 1964, s'appuyant sur un programme panarabe.

La guerre israélo-arabe de juin 1967 provoque un nouveau choc géopolitique : en envahissant la Cisjordanie et la bande de Gaza, Israël réunit sous son contrôle l'ensemble des territoires de la Palestine mandataire. Cette défaite signale l'échec des États arabes à œuvrer pour la cause palestinienne et leur illégitimité à y prétendre. Elle permet au parti Fatah, fondé par Yasser Arafat en 1959, de prendre le contrôle de l'OLP en 1969. Celle-ci adopte le programme de « restauration [sur toute la Palestine

ÉVOLUTION DE LA PALESTINE





d'un État palestinien, créant une Autorité palestinienne partielle et provisoire sur quelques portions des Territoires occupés. Or, l'accroissement concomitant des colonies israéliennes dans cet espace en cours de négociation (500 000 colons y vivent aujourd'hui), l'aggravation du climat politique et économique, le soulèvement de septembre 2000 et sa répression ont eu raison de ce fragile édifice.

Demeure aujourd'hui une Autorité palestinienne aux abois, divisée, délégitimée et privée de légalité interne et internationale. Dans ce contexte, et dans un cadre général fixé par Israël, les négociations ne portent que marginalement sur la question des frontières. Elles ne concernent au mieux que des territoires résiduels : par exemple, des régions israéliennes peuplées de citoyens israéliens arabes pourraient être « cédées » à l'entité palestinienne, ou quelques colonies juives isolées, démantelées. Plus fondamentalement, le débat porte sur les pouvoirs et attributs de souveraineté qui seraient concédés à cette entité palestinienne. Le résultat de cet arbitrage tiendra plus aux rapports de force entre partis politiques israéliens qu'à l'influence minimale de Palestiniens affaiblis et divisés. Les divers échos entendus de l'establishment israélien laissent entrevoir un « État palestinien » éclaté, résiduel, démilitarisé, aux frontières provisoires, en dehors de Jérusalem-Est annexé.

De fait, le Hamas à Gaza et le Fatah en Cisjordanie font le jeu d'Israël : ils animent une Autorité palestinienne qui tient lieu d'administration locale et subsidiaire dans des Territoires gouvernés *de facto* par Israël, les États-Unis et leurs alliés. Se dessine alors un consensus diplomatique autour de la création d'un État palestinien limité sur quelques fractions des Territoires occupés : Israël pourrait y maintenir à distance une population qui menace sa

majorité juive, tout en soldant le problème des réfugiés palestiniens (estimés à plus de trois millions). Les dirigeants palestiniens, cooptés par Israël et les Occidentaux, y verraient l'intérêt symbolique de sauver quelques acquis matériels d'une lutte nationale en échec. Inversement, l'idée d'un État palestinien compte des opposants de part et d'autre de la Ligne verte. Pour ses opposants palestiniens, un État palestinien serait un autre nom donné à une occupation inchangée et exonérerait Israël des coûts de celle-ci. Les opposants israéliens à un tel État y voient quant à eux l'échec du projet d'un grand Israël rêvé.

Plus généralement, si l'on peut considérer que la fondation d'un État juif fut une fin en soi pour les sionistes, les Palestiniens affirmèrent une revendication analogue en réaction au projet sioniste. L'État (palestinien) ne constituait alors qu'un moyen de sauvegarder leurs droits et libertés collectives. On observe ici un chiasme historique considérable : ce projet d'« État palestinien » devient aujourd'hui une fin envisageable pour Israël, dans la mesure où celui-ci s'approprie un projet qu'il redéfinit. Si cet État palestinien voyait le jour aujourd'hui dans les conditions décrites ici, rien n'indique qu'il servirait son dessein initial, c'est-à-dire la sauvegarde des libertés et droits palestiniens. Il servirait plutôt à sécuriser les conquêtes territoriales israéliennes autour de quelques enclaves surpeuplées. La population serait maintenue, selon l'assentiment conjoint de ses potentats et de la communauté internationale, à distance démocratique et démographique d'Israël – mais sous son contrôle. En ce sens, cet « État palestinien » sanctionnerait une défaite palestinienne certaine et une victoire israélienne limitée et, à tout le moins, ne changerait que le nom donné à la réalité actuelle. Ainsi, l'illusion étatique ne piège pas seulement les Palestiniens, mais la plupart des observateurs et praticiens de l'actualité. ●

Jeune manifestant du village de Nilin regardant en direction de la colonie israélienne de Ma'ale Adumim, novembre 2009.
Photo : © Valérian Mazataud

mandataire] d'un État palestinien indépendant et démocratique où tous les citoyens, quelle que soit leur confession, jouiront de droits égaux».

Mais au moment où émerge cette revendication, les conditions de sa réalisation ont disparu. Les Territoires occupés sont *de facto* annexés à Israël, colonisés, et les échecs militaires éloignent progressivement l'OLP du front palestinien : la Jordanie, le Liban et la Tunisie constituent ses lieux d'exil successifs. Après des débats agités entre pragmatiques et maximalistes, l'OLP accepte, en 1974, la possibilité d'une « libération par étapes » permettant l'établissement d'une autorité nationale dans les éventuels territoires libérés, désignant alors ceux occupés en 1967.

VERS UN ÉTAT PALESTINIEN ?

L'OLP tente un coup diplomatique en novembre 1988, par l'entremise du Conseil national palestinien réuni à Alger. Elle proclame la fondation de l'État palestinien, reconnu immédiatement par une centaine de pays. Mais cette proclamation extraterritoriale n'engendre aucun effet juridique ou politique concret.

En 1993, le processus d'Oslo lance une dynamique de négociations en vue

1. Israël refuse encore aujourd'hui d'appliquer la résolution 194 de l'ONU (11 décembre 1948) exigeant le retour des réfugiés et de leurs descendants, ou bien leur compensation.

Pour une spiritualité de l'action solidaire

À partir de l'ouvrage collectif *L'utopie de la solidarité au Québec. Contribution de la mouvance sociale chrétienne* (Éd. Paulines, 2011), s'esquisse une spiritualité à même de nourrir ceux et celles qui sont engagés aux côtés des laissés-pour-compte.

LISE BARONI DANSEREAU ET YVONNE BERGERON¹

Les auteures, théologiennes, sont engagées respectivement auprès des détenus à la prison-hôpital de Percé et des groupes communautaires de Sherbrooke

Pour nous, militantes et militants chrétiens des années 1970-1980, spiritualité et engagement social se conjuguait pas ensemble. La spiritualité était perçue comme subjective, intimiste et confortable, et l'engagement social comme objectif, altruiste, combatif. Nous les renvoyions allègrement dos à dos. Mais au cours de la dernière décennie, l'essoufflement de la militance, d'un côté, et des quêtes de sens tout à fait inédites, de l'autre, ont provoqué un certain nombre de questions troublantes. Se pourrait-il que la difficile bataille pour un autre monde et la paix du cœur et de l'âme puissent être recherchées conjointement? Serait-il possible de mener des luttes pour un monde différent et, en même temps, de cultiver une harmonie intérieure profonde? Une médiation spirituelle significative serait-elle apte à servir une courageuse colère, l'indignation et la rage ressenties face à un ordre social injuste?

Si nous savons *pourquoi* nous agissons, nous naviguons en eaux troubles lorsqu'il s'agit de dire *au nom de qui* nous réclamons une société plus humaine. Pourtant, cet *au nom de qui* ne cherche-t-il pas *un au-delà de nous* assez rassembleur pour nous aider à combattre le rouleau compresseur de l'idéologie néolibérale mortifère qui envahit et mobilise nos esprits?

Plusieurs parmi nous trouvaient dans la théologie et la spiritualité de la libération latino-américaines une interprétation signifiante pour nos engagements. Nous n'avons cependant pas réussi à les adapter à notre réalité québécoise, malgré d'importantes complicités. Mais il se pourrait bien qu'une telle connivence nous conduise à découvrir la spiritualité qui habite nos propres pratiques. C'est d'ailleurs le goût de vérifier cette intuition qui a suscité, chez nos collègues Michel Beaudin, Céline Beaulieu, Guy Côté et nous, la décision de poursuivre la recherche. Cette quête a donné naissance à l'ouvrage collectif *L'utopie de la solidarité au Québec. Contribution de la mouvance sociale chrétienne*.

MONTÉE D'UNE EFFERVESCENCE SPIRITUELLE

Le premier chapitre du volume, «La force d'une citoyenneté ouverte sur le monde», parle abondamment de 9000

groupes et organismes communautaires québécois. La seule mention de ces multiples groupes et actions de solidarité s'avère inspirante. Cependant, une analyse plus serrée révèle le côté ombrageux d'un contexte social et ecclésial en état de crise. Des plaintes persistantes, des mouvements de colère, des implorations de toutes sortes montent des multiples pratiques de solidarité. Plus que jamais, le Québec s'alarme, crie et réclame. Symptômes éloquentes de la souffrance et du mal faits aux personnes, aux collectivités et à la nature elle-même.

Bien sûr, chez les groupes chrétiens qui tentent de ramer à contre-courant, nous avons aussi trouvé une foi impressionnante, des refus acharnés, une profonde indignation et un entêtement à durer. Mais ils souffrent aussi des situations déshumanisantes dont ils sont témoins (maladie, chômage, appauvrissement, exclusion, etc.) et des appels de sens qu'ils entendent. Pas étonnant que ces échos de détresse, reçus en plein ventre, provoquent chez plusieurs une sorte de désarroi qui cherche désespérément un Dieu capable de «répondre» à tant d'attentes. Comment ne pas y discerner une foi véritable évoluant entre espoir et désespoir, une quête spirituelle quasi désespérée?

Quelles difficultés à nommer le nom du Dieu qui «habite» nos pratiques, nos acharnements à croire, nos espérances essoufflées, notre rêve d'un monde différent! Si nous savons *pourquoi* nous agissons, nous naviguons en eaux troubles lorsqu'il s'agit de dire *au nom de qui* nous réclamons une société plus humaine. Pourtant, cet *au nom de qui* ne cherche-t-il pas *un au-delà de nous* assez rassembleur pour nous aider à combattre le rouleau compresseur de l'idéologie néolibérale mortifère qui envahit et mobilise nos esprits? Bref, sur la voie d'une spiritualité de l'action solidaire, il reste un long chemin à tracer, mais des brèches sont ouvertes. Assez pour nous amener à conclure les résultats de notre recherche par l'affirmation suivante: «Nous avons réalisé qu'il existe bel et bien, au Québec, à travers des réussites et des échecs, des grandeurs et des petitesse, une spiritualité de la solidarité incapable de supporter qu'un seul être humain puisse se retrouver isolé, appauvri, collé au sol, violenté...»

QUELQUES FONDEMENTS

Comme le rappelle Jean-Claude Guillebaud, la foi est toujours un «pont jeté sur l'abîme du monde». Il est donc essentiel qu'un lien solide – une solidarité – existe entre le doute qui se souvient de l'abîme et le croire qui recouvre le précipice (voir *La force de conviction*, Paris, Seuil, p. 261). C'est ce type de foi qui anime l'action des chrétiennes et des chrétiens engagés socialement. À cette conscience ver-

1. Ce texte est une version abrégée des communications que les auteures ont faites aux Soirées Relations tenues à Montréal, le 7 novembre 2011 et à Trois-Rivières, le 16 novembre 2011.

tigineuse de l'abîme, ils opposent une utopie active – un non-lieu immédiat, certes, mais surtout une tension perpétuelle à maintenir, une visée à poursuivre par la construction ici et maintenant d'une solidarité humaine, à l'échelle du monde comme à l'échelle de la rue.

Cette énergie spirituelle prend sa source dans des fondements non négociables pour ceux et celles qui y jouent leur vie et leur foi. En voici trois qui, selon nous, émergent de l'action et de l'expression de foi des groupes chrétiens.

L'option claire en faveur des laissés-pour-compte. Nous avons vu comment l'interrogation sur Dieu des militantes et des militants chrétiens est indissociable du scandale et de l'indignation qu'ils éprouvent devant la récurrence continuelle de blessés et de blessures causés par le système économique en place – sorte de dieu avilissant, au service duquel la démesure perpétue des péchés d'ordre structurel. Ce sont bien sûr les plus vulnérables qui en subissent les conséquences les plus graves. C'est ce constat qui provoque les mille et un gestes de solidarité qui s'échinent à reticoter les mailles du tissu social déchiré. Il y a là un acharnement, une persistance qui s'apparente à une énergie divine ressourçant continuellement l'espérance, au cœur des luttes, aux côtés des appauvris.

La représentation de Dieu comme relation. Cette option pour et avec les personnes appauvries est d'autant plus importante qu'elle enracine les croyants dans la pratique de Jésus. Cela ouvre la voie à une représentation de Dieu qui, bien qu'encore nébuleuse, nous paraît être le fondement ultime de cette spiritualité de l'action. Jeter un pont de solidarité sur l'abîme d'une déshumanisation de plus en plus structurante et structurée demande, en effet, une référence extrêmement forte et rassembleuse: une transcendance ouverte qui appelle au dépassement et à la relation égalitaire entre les humains. Dans le christianisme, cette transcendance est le Dieu de Jésus. Celui qui ne décolère pas devant l'injustice et qui a voulu établir un rapport de liberté et de respect avec l'humanité à travers une alliance fondatrice. Celui dont la solidarité est singulièrement «révélée» par la pratique libératrice du Nazaréen. Un Dieu qui nous invite à lui ressembler à travers nos relations, une communauté de réciprocité, un partage libre et égalitaire.

Le contexte sociopolitique comme lieu théologique incontournable. La dimension contextuelle de notre praxis, comme de notre recherche, est un élément majeur d'une spiritualité de l'action solidaire. Le contexte est beaucoup plus que le cadre géographique de l'action; il est l'espace de vie, de mort, de souffrances et de joies des personnes dont nous nous faisons solidaires. Il est le *texte* principal d'une lecture attentive de la réalité sociopolitique et économique qui est la nôtre. S'enracinant dans la quête spirituelle d'un sens nouveau pour le monde d'aujourd'hui, l'analyse contextuelle entretient la certitude qu'à travers les cris des êtres humains, on peut entendre la voix de Dieu, son appel à la libération. En effet, dans chacun de nos milieux, là où –

selon l'expression du théologien brésilien de la libération Clodovis Boff –, «les choses se mettent en croix» et ressuscitent, on peut reconnaître sa présence agissante.

QUESTIONS À LA SOCIÉTÉ ET À L'ÉGLISE

Dans la conjoncture actuelle, nous sommes conscientes de nous tenir «au-dessus de l'abîme» quand nous parlons d'une spiritualité qui se joue entre deux pôles à première vue contradictoires. D'un côté, l'utopie d'un monde et d'une Église de justice et d'égalité et, de l'autre, le réalisme d'une lecture sociale et ecclésiale lucide et sans faux-fuyants. Il n'y a effectivement rien qui nous dit que tout finira bien... ni pour le monde, ni pour les Églises. Une spiritualité de la solidarité doit être capable de tenir son espérance dans l'intenable (voir le chapitre huit écrit par



Claudia Bernal,
C'est ici le Paradis? V,
2004, eau-forte, aqua-
tinte, pointe-sèche

Guy Côté, «Espérer un autrement du monde»). Cela incite à comprendre l'ampleur de notre responsabilité citoyenne et ecclésiale pour que le changement advienne.

Notre époque adresse de nombreuses questions à la société et à l'Église auxquelles il nous revient de manière urgente d'apporter des réponses. Tout d'abord, la question la plus percutante concernant la société s'exprime à travers un véritable cri. Devant le parcours déshumanisant entretenu par la divinisation d'une économie dévastant les terres, les liens sociaux et la vie elle-même, une indignation

surgit de partout: «Assez!» Assez de ce système dont l'absurdité n'en finit plus de causer des catastrophes humaines, voire cosmologiques. Ce cri de résistance, qui vient du fond même de l'histoire socioreligieuse du Québec, est aujourd'hui éloquemment relayé par les Indignés à travers le monde.

De ce cri découle une autre question fondamentale: quelle conception avons-nous de l'être humain, lui qui est de plus en plus réduit en esclave du dieu «argent», dépersonnalisé, désolidarisé dans son rapport à l'autre et à la nature? Question-clé qui fait monter en nous le sentiment d'une «menace anthropologique multiforme, radicale, insidieuse qui pourrait, dépassé un certain seuil, causer l'irréparable» (voir le chapitre six écrit par Michel Beaudin, «Menace de déshumanisation», p. 205). Elle inspire des pratiques nouvelles imaginées par des groupes partageant la même utopie et la même inspiration spirituelle.

Par ailleurs, réalise-t-on jusqu'à quel point les personnes aux côtés desquelles nous luttons sont, elles-mêmes, de véritables questions vivantes? Ne se montrent-elles pas capables d'une créativité dont le Québec profiterait au plus haut point, si seulement il prenait le temps de les écouter? Ne nous révèlent-elles pas jusqu'à quel point un regard ami enclenche un rapport de confiance et fait entrer en relation avec d'autres dans la lutte pour la justice? Moments spirituels de don à travers lesquels le lien humain se rebâtit, le tissu social se refait et la communauté redevient possible. Dans le christianisme, Dieu ne se rend-il pas présent dans l'histoire chaque fois qu'une personne affairée relève la tête?

Quant à l'Église, n'est-elle pas d'abord et avant tout, atteinte en plein cœur par ces *questions vivantes*? Elle ne peut ignorer l'immensité de leur interpellation. Elle doit se

trouver là où se débattent les crucifiés de notre monde, car ils constituent le lieu ecclésial le plus proche de l'Évangile. S'il est vrai que la mission de libération est la raison d'être de l'Église, aucune des questions posées à la société ne peut lui être indifférente. Il lui est impossible d'accomplir sa mission sans considérer le monde comme un interlocuteur privilégié.

Une question urgente s'adresse à nous tous et toutes en ces termes: le temps n'est-il pas venu de passer de l'acrimonie à la détermination et de vivre un autre projet d'Église? Celui-ci, déjà amorcé, invite à passer d'une colère justifiée à l'égard de l'institution – qui fait mal et ronge notre espérance – au courage de construire différemment.

Un tel projet d'Église devrait penser l'identité chrétienne comme une manière d'être humain à la suite de Jésus, tout en évitant de tomber dans une sorte de mimétisme déconnecté de notre époque. Y seraient centrales une lecture communautaire de la Bible et une réinterprétation des textes en prise sur nos pratiques et nos milieux. Ce projet impliquerait, enfin, de constituer des lieux ouverts à d'autres confessions religieuses, rassemblées autour d'enjeux sociaux communs, fonctionnant selon un mode de participation égalitaire quels que soient le sexe, le statut, le niveau économique, la religion, etc.

Une spiritualité de la solidarité qui entend suivre les traces de Jésus le Nazaréen – un homme pour-les-autres et radicalement libre – ne peut qu'inviter à prendre à bras-le-corps toute l'épaisseur de nos existences de femmes et d'hommes. Sans jamais oublier, cependant, que nos engagements relèvent et relèveront toujours du contingent, de l'éphémère, du passager. Ils sont des actes risqués. Notre discernement ne pourra jamais contrer complètement la fragilité de nos trouvailles et de nos réussites. Tous les efforts d'affranchissement consentis par nos groupes n'en sont pas moins des signes du Royaume de Dieu en cours de réalisation, à la façon « du levain qu'une femme a pris et enfoui dans trois mesures de farine, jusqu'à ce que le tout ait levé » (Luc 13, 20-21). ●

Jeter un pont de solidarité sur l'abîme d'une déshumanisation de plus en plus structurante et structurée demande, en effet, une référence extrêmement forte et rassembleuse: une transcendance ouverte qui appelle au dépassement et à la relation égalitaire entre les humains.

CENTRE ST-PIERRE

À L'ÉCOLE DE JEAN Monbourquette



Isabelle D'Aspremont Lyden
Formatrice en relation d'aide et
conférencière

CONFÉRENCE : À chacun sa mission

La mission c'est une aspiration, un rêve qui vient du fond de son Être, du Soi. C'est une poussée à réaliser quelque chose de spécial.

Nous vous proposons l'atelier « Découvrir sa mission », une démarche en trois temps débutant le 30 mars 2012.

Mercredi 21 mars 2012 | 19 h | Coût : 20\$

Réservez tôt | Places limitées

514-524-3561 poste 600

www.centrestpierre.org

1212, Panet, Montréal, H2L 2Y7



CONFÉRENCE PUBLIQUE

Les révoltes dans le monde arabe, un an après : modernisation à l'occidentale ou émancipation populaire?

Conférencière: Salima Ghezali

Un an après le début des révoltes dans le monde arabo-musulman, le moment est venu d'essayer de répondre à certaines questions: quelles sont les causes diverses de ces révoltes? Quelles sont les aspirations, les revendications majeures et les utopies porteuses? Quels ont été les différents acteurs? S'agit-il toujours de processus d'émancipation populaire? Les puissances occidentales cherchent-elles à conserver leur mainmise sur cette région, cette fois-ci au nom de la démocratie et des droits humains?



Photo: AP/Yves Logghe

Salima Ghezali est journaliste, écrivaine et militante des droits des femmes et des droits humains en Algérie. Elle a été fondatrice et directrice de l'hebdomadaire *La Nation*, interdit par le gouvernement algérien en 1996. Elle a été lauréate du prix Sakharov et du prix Olof Palme en 1997, et du prix Theodor Haecker en 1999.

MONTRÉAL

Le mardi 21 février 2012, de 19 h à 21 h 30

Au Centre St-Pierre (salle Marcel-Pepin)
1212, rue Panet

En collaboration avec:



QUÉBEC

Le mercredi 22 février 2012, de 19 h à 21 h 30

Amphithéâtre Hydro-Québec
Pavillon Desjardins, Université Laval

En collaboration avec:



Contribution suggérée: 10 \$ (5 \$ pour étudiants et faible revenu)

Renseignements: Agusti Nicolau, 514-387-2541, poste 241 / <anicolau@cjf.qc.ca> <www.cjf.qc.ca>

Le Centre justice et foi vous convie à une **journée d'étude**:

La laïcité au Québec: enjeux et angles morts du débat

Certains éléments majeurs orientent le débat actuel sur la laïcité, notamment le rapport historique singulier du Québec au religieux, l'égalité comme valeur fondamentale, l'affirmation de l'identité québécoise et le vivre-ensemble dans un contexte pluraliste. Cette journée d'étude permettra de discuter de ces enjeux et de révéler leurs angles morts, afin de contribuer à définir une laïcité québécoise qui assume son héritage historique, tout en visant une société juste et égalitaire.

Deux grands axes thématiques nourriront la réflexion:

LAÏCITÉ, QUESTION RELIGIEUSE ET ÉGALITÉ HOMME-FEMME

AVEC LOUIS ROUSSEAU ET HÉLÈNE TESSIER

LAÏCITÉ, IDENTITÉ ET PLURALISME CULTUREL

AVEC MICHELINE LABELLE ET MICHÈLE VATZ-LAROSSI

LE SAMEDI 28 JANVIER 2012 DE 9 H À 16 H 30

À la Maison Bellarmin
25, rue Jarry Ouest, Montréal
(métro Jarry ou De Castelnau)

Tarif: 20 \$

Étudiant et faible revenu: 10 \$

Le repas du midi est inclus.

INSCRIPTION AVANT LE 20 JANVIER

Agusti Nicolau

514-387-2541, poste 241

<anicolau@cjf.qc.ca>

Consulter <www.cjf.qc.ca>



Le français au Québec : une lutte prioritaire?

Il faut voir le danger de n'être que d'une seule cause.

MICHEL RIOUX

L'auteur est syndicaliste

Dans son rapport moral livré au congrès de la CSN en 1974, le président Marcel Pepin identifiait plusieurs droits que les travailleurs québécois devaient revendiquer. Parmi ceux-là, celui de travailler en français. Il exposait sa position en ces termes : « Pour moi, la lutte pour la langue française n'est pas seulement une lutte nécessaire à l'agrandissement des perspectives pratiques des travailleurs et à l'obtention de conditions de travail plus favorables. C'est aussi une lutte, un levier parmi d'autres de la lutte québécoise contre les forces de domination économique, politique et sociale. Elle est un levier du combat contre la domination capitaliste. » Voilà qui est dit. Et clairement.

L'EXIGENCE DES TEMPS PRÉSENTS

Le combat pour la défense et l'illustration de la langue française au Québec en est un de tous les instants; il ne faut surtout pas baisser la garde, sous peine de lendemains douloureux pour notre collectivité.

Mais si tout cela est vrai, il n'en demeure pas moins que les temps présents exigent de celles et de ceux qui appellent de tous leurs vœux une société plus juste, plus humaine, plus respectueuse des personnes, qu'ils puissent mener plusieurs combats à la fois. La lutte contre la pauvreté, en particulier celle qui touche les enfants, ne saurait souffrir aucun délai.

La lutte contre toutes les formes de discrimination exige qu'on s'y consacre à temps plein.

La lutte pour des emplois de qualité, contre le chômage, pour un développement durable doit engager toutes les personnes qui veulent participer à la transformation de la société québécoise.

On le voit, ce ne sont pas les luttes à mener qui manquent. Mais comme le disait Marcel Pepin de la lutte pour le français, il s'agit d'une lutte « parmi d'autres » contre toutes les formes de domination.

Ce « parmi d'autres » a une certaine importance. Il illustre ce fait qu'il ne faut jamais perdre de vue : l'être humain n'est pas unidimensionnel. Et celles et ceux qui consacrent leur énergie à la défense d'une seule cause risquent bien souvent de n'avoir de la réalité qui est complexe qu'une seule vision, forcément réductrice.

Mais il y a plus.

On a tous vu de ces militants d'une seule cause se transformer en dangereux zélotes avec lesquels aucune discussion n'est possible tant la possession tranquille d'une seule vérité suffit à nourrir leur engagement. La Torah, le Coran, la Bible, le *Capital* de Marx ont été trop souvent utilisés à cette fin. Quand cette quasi-définition de la cause unique ne conduit pas à des guerres, ce qui fut souvent le cas dans l'histoire, elle fait néanmoins plusieurs victimes. À commencer par ces militantes et ces militants qui, revenus de loin, finissent par constater qu'il y a autre chose dans la vie que cette chose unique dans laquelle ils avaient tout investi.

ÉVITER LES DÉRIVES

La défense des animaux est une noble cause. Personne ne reste insensible devant un chien ou un chat à qui on a fait subir de mauvais traitements. Fort bien. Mais toutes les Brigitte Bardot de ce monde, que la vue d'un blanchon fait défaillir, ne pourraient-elles pas garder un peu de leur indignation pour dénoncer la misère qui est le lot d'un grand nombre de personnes immigrantes, le désarroi des femmes monoparentales incapables de subvenir aux besoins de leurs enfants et les mauvais traitements infligés à trop de personnes âgées?

Certains défenseurs de la nature se distinguent dans ce domaine. Incapables de saisir le réel dans toutes ses dimensions et négligeant tout le reste, ils gardent les yeux rivés sur l'objet unique de leur engagement, l'écologie. Tout y est subordonné. C'est ainsi que la protection du succeur cuivré dans le Richelieu devient plus importante que celle des enfants battus.

Dans un autre genre, le sénateur Pierre-Hughes Boisvenu offre un excellent exemple des dérives où peut conduire la promotion d'une seule et unique cause. Il n'intervient que sur une seule question : la vengeance contre les criminels. Ce qui le conduit à soutenir des points de vue contraires à toute logique. Pour justifier son retournement de veste en appuyant l'abolition du registre des armes à feu, le sénateur non élu soutient désormais que la chasse étant en perte de vitesse, il faut réarmer le peuple pour que chevreuils et orignaux cessent de se jeter devant les automobilistes...

La défense de la langue française? J'en suis, depuis plusieurs décennies. Mais il y a aussi tout le reste. ●



Plusieurs signaux inquiétants ramènent ce débat à l'avant-scène actuellement. S'il faut choisir ses combats, comme le veut l'expression courante, faut-il prioriser celui-ci parce qu'il

est à la racine de tous les autres? Ou les temps présents n'exigent-ils pas de mener plusieurs luttes de front, celle pour la langue comme d'autres?

Dépassant la lutte particulière, le combat pour la langue est le creuset de sens de notre existence commune.

AMÉLIE DESCHENEAU-GUAY

On assiste périodiquement à la résurgence des débats sur l'anglicisation au Québec et des demandes des groupes de défense de la langue française. La grande majorité des Québécois semblent s'entendre pour protéger le fait francophone en Amérique du Nord. Si les contradictions ne manquent pas entre cette volonté et les véritables habitudes des Québécois, ce combat doit rester prioritaire en gardant toutefois en tête que dans ces débats sur la «bataille linguistique», c'est la réalisation d'une capacité politique qui se trouve souvent mise à mal. En effet, une simple position défensive fait oublier que la seule manière de sortir des retours répétés du refoulé est d'assumer pleinement la réalisation d'un État québécois.

LA LANGUE, UNE CULTURE COMMUNE

La langue est le ciment commun d'un peuple, sa «culture» collective au sens anthropologique du terme. Elle est la structure symbolique première d'une société, où se déploient *a posteriori* des agirs collectifs et des luttes particulières – ce qui ne les empêche pas de s'unir pour faire cause commune lorsque nécessaire.

La langue est la dimension expressive de notre souveraineté («voici qui nous sommes»). Le problème ici est que le Québec s'est constitué une identité collective non pas en référence à son originalité linguistique nationale, mais en tant qu'«étranger» dans un

grand Autre (l'empire, les Anglais, le sous-continent anglophone, le Canada, etc.). Nous avons ainsi intériorisé le statut d'étranger qui demande, voire quémande des arrangements au grand Autre. Cela est évident dans le rapport que nous entretenons avec l'élite néo-conservatrice actuellement au pouvoir à Ottawa, à qui nous demandons «un peu de français», *s'il-vous-plaît Monseigneur*.

À force de se définir en tant qu'étranger d'un grand Autre – comme si nous n'avions pas d'affaire à être simplement ce que nous sommes –, nous en sommes venus à être des étrangers à nous-mêmes et à adopter le statut confortable de victime. Cela explique entre autres notre difficulté à recevoir dignement, en tant que société d'accueil, d'autres étrangers (voir à ce sujet Michel Freitag, *L'abîme de la liberté*, Liber, 2011, p. 335-337).

RÉINVENTER LE NORD DE L'AMÉRIQUE DU NORD

Comment alors mener ce combat en rompant définitivement avec ces positions ambiguës et victimisantes héritées du Canada français? Tel est le défi à mes yeux. D'abord, tant que l'enjeu de la langue sera traité comme un faux-fuyant (l'affichage, les écoles passerelles, etc.), comme une question technique, cette bataille sera simplement la perpétuation d'une communauté québécoise étrangère à elle-même, une société dont on tolère l'existence qu'elle n'assume pas elle-même. Autrement dit, c'est seulement quand la bataille de la langue ne sera plus séparée de celle pour la conquête

d'une capacité politique d'élever ce fait culturel en fait politique que l'on sortira du rapport infantile à l'Autre (canadien), qu'on arrêtera de tergiverser avec la dimension strictement technique de la langue. La société québécoise sera alors simplement le lieu de ceux et celles qui y existent et qui (s)'y tiennent. La lutte pour la langue renvoie donc inévitablement au passage de la société québécoise à un niveau supérieur de responsabilité politique et de solidarité collective. C'est en cela qu'elle est prioritaire. Comme le précisait le sociologue Gilles Gagné dans les pages de *Relations* (mai 2010), «il nous faudra un jour sortir du bavardage identitaire et entrer dans les conflits politiques réels qu'impliquent aussi bien la souveraineté que nous avons déjà que les responsabilités qui vont avec».

Bien sûr, tout semble aujourd'hui condamner les formes de solidarité et d'appartenance aux cultures nationales et aux structures symboliques diversifiées que représentent les langues vernaculaires. Celles-ci sont perçues comme un obstacle à l'unification et à l'uniformisation par la langue du commerce et de la finance mondiales. C'est pourquoi l'indépendance du Québec offre une voie alternative, en donnant une forme politique autonome à un peuple de langue québécoise qui existe *déjà*, en réinventant «le nord de l'Amérique du Nord», selon la belle expression de Gilles Gagné. Autrement, nous jouons le jeu du système mondial qui se déploie contre les cultures et lamine toutes les formes de variations historiques de l'humanité, fixées dans des institutions collectives – comme dans la langue québécoise. ●

L'auteure est secrétaire de rédaction à *Relations*

POURSUITES-BÂILLONS

Dans le cadre d'une tournée provinciale, des formations gratuites sur les «poursuites stratégiques contre la mobilisation publique» et sur la réponse législative québécoise seront offertes dans les villes de Montréal, Mont-Laurier, Québec, Saguenay et Sherbrooke, au printemps 2012. Les poursuites-bâillons sont une action en justice qui vise à entraver la participation politique et le militantisme. Lucie Lemonde, professeure au Département des sciences juridiques de l'UQAM, et Maude Prud'homme, chargée du dossier au Réseau québécois des groupes écologistes, donneront la formation. Inscriptions au <slapp@rqge.qc.ca> / 514-623-5162 (les places sont limitées).

QUÊTES DE SENS

Le Centre Victor-Lelièvre, l'ancienne Maison Jésus-Ouvrier de Québec, a récemment réalisé une recherche-action sur les quêtes de sens et la justice sociale. Soutenu par la Fondation Béati, le projet visait à entendre ce que des hommes, des femmes et des jeunes ont à dire sur leurs propres quêtes de sens, de justice sociale et de fraternité.

En plus de répondre à un questionnaire, les participants ont été invités à échanger lors de tables-rondes. Il en ressort un document riche de réflexions sur le besoin de s'ancrer dans des luttes locales et de faire communauté, ainsi que sur la solidarité et même la famille. À télécharger au <www.centrevictorlelievre.org>.

40^E ANNIVERSAIRE DU CFP

Le Centre de formation populaire (CFP), un organisme voué à la consolidation et au développement des organismes communautaires au Québec, célèbre cette année son quarantième anniversaire. Au moment où le néolibéralisme a le vent dans les voiles, le CFP poursuit sa marche en déconstruisant l'apparente logique de ce discours et en continuant sa lutte pour la justice sociale. Chaque année, le CFP propose différents ateliers de formation sur des sujets touchant l'histoire du mouvement populaire, le fonctionnement démocratique des organismes et l'intervention dans la collectivité. Il publie aussi régulièrement des documents destinés aux groupes communautaires, populaires et syndicaux. Une des questions centrales qui anime le travail de l'organisme se for-

mule ainsi: comment mettre en place des processus d'éducation populaire qui donnent à des populations exploitées, exclues et, plus largement, à tous les citoyens les moyens d'agir et de raviver un espace public local? Renseignements: <www.lecfp.qc.ca>.

VIOLENCE ENVERS LES FEMMES

Depuis l'automne dernier, battre sa femme est maintenant un délit autorisé à Topeka, la capitale du Kansas, aux États-Unis. Cette décision choquante trouve son origine dans un conflit portant sur une question économique opposant la ville et le comté. La ville se déclare dans l'incapacité de payer les procureurs, les tribunaux, le personnel et même la prison pour rendre justice aux personnes maltraitées. Les groupes d'aide aux victimes de la violence conjugale s'indignent que l'on prenne ainsi en otage la vie de femmes pour régler des différends budgétaires – surtout que ce type de violence familiale constitue 50% des affaires étudiées par les tribunaux locaux. Depuis ce désaccord, les charges contre une trentaine de personnes accusées de violence conjugale ont été abandonnées, selon le *Kansas City Star*.

Que 2012 soit une année d'espoir,
d'engagement et de combativité



Alliance des professeures
et professeurs de Montréal

QUARTIERS DISPARUS

EXPOSITION-DOCUMENTAIRE
DU CENTRE D'HISTOIRE DE MONTRÉAL
(335, PLACE D'YOUVILLE, VIEUX-MONTRÉAL)
JUSQU'AU 25 MARS 2012

À l'image des grandes métropoles d'Amérique du Nord, Montréal connaît, au milieu du XX^e siècle, ce que l'on pourrait appeler les affres du progrès. Plusieurs acteurs économiques et politiques, le maire Drapeau en tête, ont alors une vision du développement qui assigne à la ville une fonction de moins en moins résidentielle, de plus en plus tournée vers le développement de zones institutionnelles et d'affaires. Cette modernisation s'accompagne d'une volonté de fluidité et de déplacement rapide que permet l'industrie automobile, en pleine croissance. La trame urbaine montréalaise, parce qu'elle est dense et fortement peuplée en son centre, est difficilement compatible avec l'idéologie de « rénovation urbaine » alors à la mode. Les coûts de cette modernisation furent ceux de l'expropriation, de la démolition, voire de la disparition complète de plusieurs quartiers montréalais.

Pour mettre en lumière cette époque méconnue, le Centre d'histoire de Montréal présente jusqu'au 25 mars 2012 une exposition-documentaire qui se penche sur trois quartiers disparus pendant cette période: Goose Village (Sud-Ouest), le Faubourg à m'lasse (Centre-Sud) et le Red Light (carrefour des rues Saint-Laurent et Saint-Denis). L'exposition a pour but de « ressusciter ces quartiers disparus, [de réaliser] un travail de collecte de mémoire auprès des habitants, mais aussi auprès des experts de la Ville et des acteurs des démolitions ».

Quartiers disparus suggère au visiteur un parcours riche, diversifié et parsemé de plus d'une dizaine de courts

films qui présentent divers aspects du problème. Une première série de vidéos, d'une durée de 3 à 10 minutes, met l'accent sur des questions politiques et historiques, en donnant la parole à des spécialistes, historiens et urbanistes comme Robert Petrelli, Claire Poitras, Gérard Beaudet ou Guy



R. Legault. On y traite, entre autres, de la question de Montréal et de la modernité, de la notion d'« habiter la ville », des enjeux liés à l'accessibilité et de la planification urbaine. Une seconde série de vidéos, plus ludiques, propose des témoignages de gens ayant vécu dans ces trois quartiers disparus. Remplis d'anecdotes savoureuses et ponctués d'images d'époque, ces films sont présentés à l'intérieur de petites salles où l'on a reconstitué l'ambiance de chaque quartier. Ainsi, dans la salle du Faubourg à m'lasse, le visiteur se retrouve dans un *snack-bar*, dans celle de Goose Village, dans une ruelle, et dans celle du Red Light, sous des affiches et dans une atmosphère urbaine. Bien plus qu'un complément à la visite, le contenu audiovisuel est complètement intégré à l'exposition et lui donne sa substance critique. Enfin, grâce aux archives de la Ville de Montréal, plu-

sieurs dizaines de photographies percutantes montrent l'inventaire des maisons, commerces et intérieurs résidentiels qui ont disparu sous le pic de la modernité – sans que les citoyens en aient toujours conscience.

L'importance de cette exposition-documentaire réside surtout dans le fait qu'elle rompt le silence sur une réalité douloureuse, qui est pourtant au cœur de l'histoire de Montréal. À l'époque où la ville connaissait un développement économique intense, les maisons des quartiers pauvres étaient généralement considérées comme des « taudis » – notion qui est critiquée au passage par une des intervenantes –, donc comme une entrave au principe de rénovation urbaine.

La dernière vidéo du parcours, rythmée de commentaires d'anciens militants opposés aux démolitions et de ceux de Dinu Bumbaru, directeur des politiques d'Héritage Montréal, amène le spectateur à se positionner en matière d'urbanisme. En effet, comment

Homme sur un balcon décoré de plusieurs plantes, au 1600 rue St-Élisabeth, Red Light, 1957, Archives de la Ville de Montréal



être certain que les élites actuellement au pouvoir ont appris des erreurs du passé et qu'elles ne reproduiront pas les aspects grossiers du développement de cette époque? Quand on songe au véritable chantier bétonné qui s'est amorcé depuis peu dans Griffintown, la question demeure entière. Pour Montréal, mais aussi pour Québec.

Vue aérienne du site déblayé de la future Maison de Radio-Canada, Faubourg à m'lasse, 1964, Archives de la Ville de Montréal

JASMIN MIVILLE-ALLARD



LA FICTION DE LA RÉALITÉ

Claude Vaillancourt
L'INCONNUE
 Montréal, Québec Amérique,
 2011, 274 p.

Claude Vaillancourt est romancier, professeur de littérature au cégep, essayiste, militant d'ATTAC et musicien à ses heures. Il a collaboré à plusieurs reprises à *Relations*. Il signe ici une œuvre singulière, un roman hybride où s'entremêlent les genres littéraires et les récits : des mises en abyme, du polar, des histoires d'amour, des épisodes historiques et des réflexions sur l'écriture et l'existence à travers l'expérience des camps de concentration nazis.

Le récit est raconté à la première personne. Il a pour trame un autre roman qui demeure en sous-texte, mais affleure parfois. En effet, le narrateur, un auteur de « romans qualifiés de littéraires », raconte comment il en est venu à terminer un roman laissé inachevé par le suicide de

son auteure, une écrivaine de *best-sellers*. Tâche difficile, car il ne s'agissait pas seulement de peaufiner un livre de quelque cinq cents pages déjà presque tout écrit, mais de dénouer l'intrigue en solutionnant un crime apparemment parfait. Qui, parmi les multiples personnages du roman, est celui qui l'aurait commis ?

On sent que l'auteur de *L'Inconnue* prend un certain plaisir à nous conduire dans les dédales qu'il construit minutieusement. Mais c'est loin d'être un simple jeu ou une prouesse littéraire. Le va-et-vient entre les différentes formes, histoires et personnages, très bien ficelés, nous place résolument devant une « inconnue » qui n'est pas avant tout la clé de l'énigme – laquelle nous sera livrée, comme il se doit, à la toute fin du roman –, mais le signe indéchiffrable de l'expérience humaine pétrie de fictions, qui apparaît petit à petit au fil du récit.

Cette inconnue-là ne peut être pleinement révélée, mais suggérée seulement, puisqu'elle est de l'ordre de l'élan

vital qui nous amène à ouvrir un livre, ou à l'écrire, et à entrer dedans. Nous sommes attirés par la fiction comme à une source – une terre natale. Notre réalité s'y enracine. Elle nous fait vivre non pas tant parce qu'elle nous aiderait à supporter le présent en délestant un peu de sa pesanteur, mais parce qu'elle réveille et génère en nous cette part essentielle du rêve et de l'imagination. Si l'un des protagonistes du roman est psychanalyste, ce n'est pas pour rien. Notre existence est liée à la parole et, plus dramatiquement, à son silence ou plutôt à son musellement. On comprend alors l'ennui des *best-sellers*, dont il est fait une bonne critique dans le livre. Ceux-ci sont trop criards, accrocheurs, racoleurs, stéréotypés pour perturber, creuser une faille jusqu'à la source. Ils nous maintiennent dans le silence et l'oubli. La distraction.

Ce roman apparemment policier est plus que cela ; il explore, à sa façon, les méandres de l'identité. Ne sommes-nous pas composés de fragments d'expériences et de dialogues vécus ou imaginés avec les vivants et les morts, reliés entre eux et formant une identité à travers le récit que nous nous en faisons ? N'avons-nous pas des visages multiples ? Ne sommes-nous pas quelqu'un, mais aussi un autre ? Le hasard, la violence ou la tendresse de la vie, notre réponse à ceux-ci, nos fuites comme nos audaces, nos rencontres, nos combats, nos amours, nos choix, nous façonnent une identité reconnaissable, reconnaissante, un nom qui ne dit pas tout de nous, d'autres restent dans l'ombre, parfois invouables, innommables. Mais ils peuvent émerger soudain.

Si la réalité a partie liée à la fiction, elle ne se résume pas à elle. Le romancier ne s'y trompe pas. En nous dévoilant l'énigme du crime, il nous confronte à la responsabilité de nos choix et de nos omissions. De ce que nous dévoilons et cachons de nous-mêmes. Mais aussi à notre devoir de juger. Et de condamner, s'il le faut. Quoique avec indulgence.

JEAN-CLAUDE RAVET

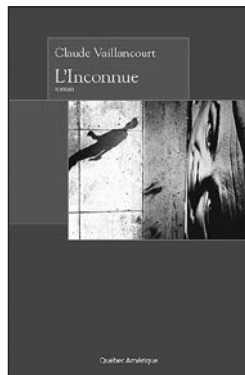


AU CŒUR DE LA RÉSISTANCE

Michel Lévesque
À LA HACHE ET AU SCALPEL.
70 ÉDITORIAUX POUR
COMPRENDRE LE DEVOIR SOUS
GÉRARD FILION (1947-1963)
 Québec, Septentrion, 2010, 449 p.

Le livre que nous offre Michel Lévesque est celui d'un journaliste et d'un historien passionné, c'est-à-dire près des sources, nourri par elles. Ces sources vives sont des éditoriaux d'André Laurendeau, Pierre Vigeant et Gérard Filion, durant la période où ce dernier a été directeur du *Devoir* (1947-1963), dans un contexte de profonde transformation du Québec. Le journal est alors le catalyseur du passage de l'époque canadienne-française à l'ère québécoise (p. 23). Les éditoriaux accompagnent, motivent et inspirent une province frileuse et secouée par des scandales au cours de sa mutation en État moderne. Surtout, ils rendent compte d'un contenu journalistique unique et renvoient l'image d'une salle de presse qui fait bloc.

L'ouvrage de Lévesque, inspiré par celui de Pierre Anctil sur les éditoriaux d'Henri Bourassa, souligne en effet l'importance du rôle du *Devoir* dans l'établissement d'une tribune d'idées. Gérard Filion y travaillait à la hache (« un sujet, un verbe et un complément. Et un complément direct, si possible » (p. 19), bénéficiant d'une équipe qui agissait plus finement : les éditoriaux d'André Laurendeau, par exemple, étaient travaillés « au scalpel ». Cette tribune unique de communication, de transmission et d'éveil, la photo de la couverture la reconstitue fort bien : sous le regard visionnaire et bienveillant d'Henri Bourassa, Gérard Filion discours devant trois micros, dont celui de la chaîne de radio qui rythmera



l'horreur de la crise d'Octobre et la découverte du corps de Pierre Laporte.

Pendant son mandat, Gérard Filion a empêché Maurice Duplessis de s'emparer du journal et de le museler. «*Le Devoir* aura été au cœur de la résistance québécoise contre l'abrutissement et l'appauvrissement en tout genre de la population québécoise et pour la défense des intérêts supérieurs du Québec» (p. 57). Dans les années 1960, le quotidien aura été «le chien de garde en vue d'assurer l'adoption de réformes attendues depuis longtemps» (*id.*).

Par son choix indiqué d'articles exemplaires, Michel Lévesque réussit à montrer le caractère unique du *Devoir*, sa fière indépendance. Avec humour, un avertissement est placé en quatrième page de garde: «Toute ressemblance avec quelques situations, événements récents, sujets d'actualité ou personnalités publiques actuelles est tout à fait fortuite.» En effet, les thèmes qui prévalaient à l'époque sont toujours aussi actuels: l'indépendance du Canada par rapport à la Grande-Bretagne, la lutte pour les services bilingues et le soutien aux minorités canadiennes-françaises, l'immigration, le passage du statut de province à celui d'État du Québec, la dénonciation des «coquins» («*Le Devoir* appuiera les honnêtes gens et dénoncera les co-

quins», selon la formule d'Henri Bourassa, en 1910) et le scandale, sous Duplessis, du gaz naturel.

ANNE TRÉPANIÉ

DES ALTERNATIVES RENOUVELÉES

Pierre Mouterde

LA GAUCHE EN TEMPS DE CRISE: CONTRE-STRATÉGIES POUR DEMAIN

Montréal, Liber, 2011, 124 p.

La crise économique, financière et sociale qui secoue la planète depuis 2008 n'est pas un effet du hasard ou un simple accident de parcours. Elle prend ses racines, par-delà les excès des politiques néolibérales, dans le fonctionnement même de notre système économique, le «capitalisme historique». À l'instar des économistes François Chesnais, Dominique Plihon et Michel Husson, c'est cette position que développe Pierre Mouterde dans la première partie de ce livre.

L'auteur, en s'appuyant sur les acquis des différentes théories critiques élaborées depuis plus d'un siècle – dont celle de Marx –, expose bien que le développement du capital repose sur des contradictions qu'il a su, jusqu'à maintenant, surmonter sans pour autant empêcher qu'elles resurgissent

d'une manière plus redoutable. C'est ce que montre, concrètement, la crise que nous traversons actuellement. L'éclatement de la bulle spéculative, créée par la recherche effrénée d'un profit toujours plus élevé, a produit des ondes de choc dont les effets se font encore sentir et ce, malgré les transferts monétaires faramineux opérés par les États pour sauver le système financier d'une banqueroute totale. Outre des conséquences sociales, économiques et politiques dramatiques, la crise se manifeste aussi dans une débâcle environnementale de plus en plus inquiétante. Comme le fait remarquer Pierre Mouterde, ce moment critique aurait pu être une occasion pour les États de remettre en place, après plus de trois décennies de politiques néolibérales, des mécanismes de régulation ayant comme finalité la préservation du «bien commun», tant sur le plan social qu'environnemental. Malheureusement, il n'en est rien; les politiques adoptées par les États, par-delà une rhétorique vaguement keynésienne, sont inscrites dans les dogmes néolibéraux, «en d'autres mots, un capitalisme avec le moins d'entraves possibles». Les récentes coupes budgétaires du gouvernement du Québec en sont une illustration éloquent.



www.lafae.qc.ca

L'éducation, on y travaille tous les jours.

LA FAE C'EST 32 000 ENSEIGNANTES
ET ENSEIGNANTS ENGAGÉS.



Quelles peuvent être les alternatives avancées par la gauche? C'est là l'objet de la deuxième partie du livre, où l'auteur expose sans concession l'état des forces de la gauche après la contre-révolution néolibérale des années 1980. Divisées et en perte de références, ces forces se sont repliées sur la défensive ou ont adopté la logique libérale. Comment peut-on espérer sortir de cette impasse? Pour l'auteur, en prenant acte de la diversité de cette gauche et en réactualisant des éléments de son héritage, il s'agit d'élaborer une contre-stratégie qui s'appuie sur trois éléments étroitement articulés: l'exigence démocratique, la rupture avec les logiques sociales du système dominant et l'action sociopolitique unificatrice. S'agit-il d'une simple vue de l'esprit, d'une chimère? Pour l'auteur, non, car les expériences politiques en cours en Amérique latine, plus précisément en Bolivie, en Équateur et au Venezuela, ainsi que l'émergence du mouvement altermondialiste montrent que cette contre-stratégie anticapitaliste commence, non sans aléas et contradictions, à se frayer un chemin.

Au Québec, il existe des possibilités de reconstruction d'un mouvement remettant en cause l'hégémonie dominante, comme en témoignent la montée de la mouvance libertaire et la création, en 2006, de Québec solidaire. Certes, ces exemples ne sont pas sans limites ni ambiguïtés, mais ils constituent de petites brèches dans l'ordre dominant, des possibilités à actualiser. Elles ne se préciseront, cependant, qu'à travers de vastes débats auxquels ce livre convie. Des débats qui feront en sorte «qu'on aille au-delà de la simple indignation morale ou de l'utopie pensée sur le mode chimérique, et qu'on cherche à inscrire son action dans une large perspective historique».

CHRISTIAN BROUILLARD



UN HOMME ENGAGÉ

Guy Aurenche
LE SOUFFLE D'UNE VIE
Paris, Albin Michel, 2011, 258 p.

Guy Aurenche a vécu les événements de Mai 68 d'une manière «profondément spirituelle». Dans le premier chapitre de son livre, il présente les personnes, les groupes et les événements qui l'ont marqué et qui lui ont permis de s'ouvrir au «souffle de vie». L'auteur évoque notamment sa rencontre avec l'œuvre d'Albert Camus, qui lui a fait découvrir «l'espérance, la résistance et l'héroïsme», ces valeurs cardinales de l'humanisme. Plus loin, il se dit convaincu que les vrais tenants de la tradition, au sens noble du terme, sont ceux qui défendent les avancées de Vatican II, et non ceux qui s'accrochent à des propositions héritées du XIX^e siècle, dans le domaine de la pratique liturgique ou de certains discours moralisateurs. Les pages suivantes nous font découvrir l'abbé Pierre, dont l'auteur retient une première grande leçon: «La charité se traduit sur le terrain politique et doit devenir une règle d'organisation de la société.»

L'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT) aura grandement profité des qualités professionnelles et de la militance à toute épreuve de Guy Aurenche, qui y aura consacré plus de 30 ans. Cet engagement sans faille au service de la défense des droits humains, et plus particulièrement du respect du V^e article de la Déclaration universelle des droits de l'Homme (interdiction absolue de la torture), l'amène à établir un lien étroit entre les droits humains et l'engagement qu'il vit plus explicitement depuis 2008, étant devenu président d'une organi-

sation de solidarité internationale liée à l'Église catholique, CCFD-Terre solidaire. Rappelant les drames humains dans le monde, l'auteur s'interroge: «quelle espérance pour notre temps? S'agit-il d'une attente de lendemains qui chanteront?» Il répond: «Non, si nous avons raison d'espérer, c'est parce que se multiplient les groupes, les mouvements, qui refusent l'inacceptable, se mettent au service des victimes et commencent même à traduire leur action en projet politique.» Par ailleurs, il souligne qu'une approche étroite des questions de la pauvreté et de la faim – se limitant à la seule action de nourrir – oublie le processus dans lequel celles-ci s'insèrent, créant ainsi de faux espoirs.

En 1979, Guy Aurenche demanda à Helder Camara comment il se débrouillait avec les positions souvent conservatrices et autoritaires du Vatican. Le vieil évêque lui répondit: «Oh! tu sais Guy, il y a toujours quelque chose de bon à prendre dans les textes du Vatican.» Trente-et-un an plus tard, l'auteur semble avoir retenu la leçon; c'est ce qui ressort de la lecture qu'il fait de la dernière encyclique de Benoît XVI, *La charité dans la vérité*, dont il cite deux paragraphes fort intéressants (p. 223). Il est par ailleurs utile de lire ses considérations sur cette même vérité qui «est une vocation, un appel à, une marche vers, et surtout pas une définition close» (p. 228).

Les quelque 255 pages de ce «souffle d'une vie» en donnent à celui ou celle qui les tourne l'une après l'autre; on y entend tantôt l'avocat consciencieux défendant les parents de deux religieuses assassinées durant la sale guerre en Argentine, tantôt l'expert qui rappelle la naissance et l'évolution des droits humains, tantôt le chrétien pour qui le trésor du message évangélique ne se limite pas aux paroles officielles, ni aux frontières de l'institution qu'est l'Église. Des pages inspirées et inspirantes, en ces temps qui sont les nôtres.

NORMAND BREAULT

PROCHAIN NUMÉRO

Le numéro de mars de la revue *Relations* sera disponible en kiosques et en librairies le 2 mars. Pensez à le réserver. Il comprendra notamment un dossier sur :



Nadia Nadège, *Le matador*, 2010, techniques mixtes sur toile, 122 x 91 cm

la souffrance

À notre époque, de plus en plus de gens souffrent d'un système socio-économique fondé sur des contraintes de performance déshumanisantes. Comment entendre la voix de ceux qui souffrent, dans un monde où l'on tend à « médicaliser l'existence »? La souffrance peut-elle avoir un sens? Et que dire de celle engendrée par la violence vécue par les peuples du Sud, victimes de ce même système inégalitaire? Dans ce dossier, nous nous pencherons aussi sur la souffrance en tant que condition inhérente à l'expérience humaine, sur laquelle le christianisme a jeté un regard saisissant.

- une entrevue avec le journaliste Serge Halimi;
- une analyse de la situation socio-économique au Portugal;
- la chronique littéraire de Suzanne Jacob, illustrée par Marie Surprenant;
- le Carnet de Wajdi Mouawad;
- les œuvres de notre artiste invitée, Nadia Nadège.

Recevez notre infolettre par courriel, peu avant chaque parution. Inscrivez-vous à notre liste d'envoi sur la page d'accueil de notre site Internet : <www.revuerelations.qc.ca>.

Social	SOC	1000	+123	Social	SOC	1000	+123	Social	SOC	1000	+123
Solidaire	SOL	1000	+123	Solidaire	SOL	1000	+123	Solidaire	SOL	1000	+123
Durable	DUR	1000	+123	Durable	DUR	1000	+123	Durable	DUR	1000	+123
Équitable	ÉQU	1000	+123	Équitable	ÉQU	1000	+123	Équitable	ÉQU	1000	+123
Social	SOC	1000	+123	Social	SOC	1000	+123	Social	SOC	1000	+123
Solidaire	SOL	1000	+123	Solidaire	SOL	1000	+123	Solidaire	SOL	1000	+123
Durable	DUR	1000	+123	Durable	DUR	1000	+123	Durable	DUR	1000	+123
Équitable	ÉQU	1000	+123	Équitable	ÉQU	1000	+123	Équitable	ÉQU	1000	+123
Social	SOC	1000	+123	Social	SOC	1000	+123	Social	SOC	1000	+123
Solidaire	SOL	1000	+123	Solidaire	SOL	1000	+123	Solidaire	SOL	1000	+123
Durable	DUR	1000	+123	Durable	DUR	1000	+123	Durable	DUR	1000	+123
Équitable	ÉQU	1000	+123	Équitable	ÉQU	1000	+123	Équitable	ÉQU	1000	+123
Social	SOC	1000	+123	Social	SOC	1000	+123	Social	SOC	1000	+123

Misons sur un développement économique...

Équitable	ÉQU	1000	+123	Durable	DUR	1000	+123	Solidaire	SOL	1000	+123	Social	SOC	1000	+123
Social	SOC	1000	+123	Équitable	ÉQU	1000	+123	Durable	DUR	1000	+123	Solidaire	SOL	1000	+123
Solidaire	SOL	1000	+123	Social	SOC	1000	+123	Équitable	ÉQU	1000	+123	Durable	DUR	1000	+123
Durable	DUR	1000	+123	Solidaire	SOL	1000	+123	Social	SOC	1000	+123	Équitable	ÉQU	1000	+123
Équitable	ÉQU	1000	+123	Durable	DUR	1000	+123	Solidaire	SOL	1000	+123	Social	SOC	1000	+123
Social	SOC	1000	+123	Équitable	ÉQU	1000	+123	Durable	DUR	1000	+123	Solidaire	SOL	1000	+123
Solidaire	SOL	1000	+123	Social	SOC	1000	+123	Équitable	ÉQU	1000	+123	Durable	DUR	1000	+123
Durable	DUR	1000	+123	Solidaire	SOL	1000	+123	Social	SOC	1000	+123	Équitable	ÉQU	1000	+123
Équitable	ÉQU	1000	+123	Durable	DUR	1000	+123	Solidaire	SOL	1000	+123	Social	SOC	1000	+123
Social	SOC	1000	+123	Équitable	ÉQU	1000	+123	Durable	DUR	1000	+123	Solidaire	SOL	1000	+123
Solidaire	SOL	1000	+123	Social	SOC	1000	+123	Équitable	ÉQU	1000	+123	Durable	DUR	1000	+123
Durable	DUR	1000	+123	Solidaire	SOL	1000	+123	Social	SOC	1000	+123	Équitable	ÉQU	1000	+123
Équitable	ÉQU	1000	+123	Durable	DUR	1000	+123	Solidaire	SOL	1000	+123	Social	SOC	1000	+123
Social	SOC	1000	+123	Équitable	ÉQU	1000	+123	Durable	DUR	1000	+123	Solidaire	SOL	1000	+123
Solidaire	SOL	1000	+123	Social	SOC	1000	+123	Équitable	ÉQU	1000	+123	Durable	DUR	1000	+123
Durable	DUR	1000	+123	Solidaire	SOL	1000	+123	Social	SOC	1000	+123	Équitable	ÉQU	1000	+123



www.facebook.com/LaCSN Suivez @Lacsn sur Twitter

91,3 FM
Montréal

104,1 FM
Rimouski

100,3 FM
Sherbrooke

89,9 FM
Trois-Rivières

89,3 FM
Victoriaville

1350 AM
Ottawa-Gatineau

Radio Ville-Marie : un vaste réseau,



une présence qui compte !

François Beauregard, Temps libre

Jean-Philippe Trottier, Midi-Actualités

Denis Miron, Passeport matin



www.radiovm.com

1-855-212-2020